

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

QUELQUES REMARQUES

SUR

LES VICES DU CONSENTEMENT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le samedi 13 juin 1908, à 4 heure

PAR

P. VASILESCO

Avocat

Licencié en philosophie

Président : M. WEISS, professeur.

*Suffragants : { MM. PIÉDELIÈVRE, professeur.
 GEOUFFRE DE LAPRADELLE, agrégé.*



PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

36, Rue Monsieur-le-Prince, 36

1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

QUELQUES REMARQUES

SUR

LES VICES DU CONSENTEMENT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le samedi 13 juin 1908, à 1 heure

PAR

P. VASILESCO

Avocat

Licencié en philosophie

Président : M. WEISS, professeur.

*Suffragants : { MM. PIÉDELIÈVRE, professeur.
GEOUFFRE DE LAPRADELLE, agrégé.*



PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

86, Rue Monsieur-le-Prince, 86

—
1908

A MONSIEUR LE LIEUTENANT COLONEL

GRÉGOIRE HANDOCA

A MONSIEUR NICOLAS CRAPELLIANU

ANCIEN DIRECTEUR DU LYCÉE DE PLOESTI

Hommage respectueux.

A MON AMI SIMON VASILESCO, ^e ARCHITECTE

En témoignage de sincère amitié.

INTRODUCTION

Il est nécessaire, lorsque l'on étudie les vices du consentement, d'avoir une notion bien nette de la volonté, car c'est cette faculté, qui est l'élément producteur du consentement.

On peut concevoir la volonté sous plusieurs aspects ; il n'est pas sans utilité pour notre sujet d'examiner toutes ces conceptions, alors surtout quand elles font l'objet des sciences auxiliaires du droit. Une notion devient plus claire en la comparant avec les autres.

Les sciences, qui s'occupent de cette question sont : la philosophie, la sociologie et la psychologie. La philosophie explique la vie en général, la sociologie, la vie sociale et la psychologie, l'âme, soit au point de vue individuel, soit au point de vue social. Pour nous, il semble très intéressant, même indispensable, de connaître l'idée, que ces sciences se font de la volonté, car le droit s'inspire de la vie

réelle, de ce qui se passe dans la société. Les principes du droit, l'évolution législative, dépendent en grande partie de la conception philosophique, sociologique et psychologique des temps. On ne peut pas expliquer les institutions juridiques et les nouvelles tendances dans le droit si l'on se renferme dans le cadre juridique. Et c'est surtout à propos de la volonté qu'un grand nombre de théories psychologiques, philosophiques et sociologiques ont été développées.

GÉNÉRALITES

La volonté au point de vue philosophique. — La volonté au point de vue sociologique. — La volonté au point de vue psychologique.

I. — La volonté au point de vue philosophique

1) SYSTÈME DE SCHOPENHAUER. — Il y a dans la philosophie moderne une théorie, qui donne à la volonté un très grand rôle. Cette théorie considère la volonté comme le fondement de la vie. C'est précisément la conception de Schopenhauer. Dans son œuvre impérissable (1) : *Le monde comme volonté et représentation*, le philosophe allemand soutient

1. ALFRED FOUILLÉ, *L'Histoire de la Philosophie moderne* et WEBER, *L'Histoire de la Philosophie européenne*.

que le monde n'est que le produit de notre représentation et de notre volonté. Sans volonté, sans représentation le monde n'existe pas. Pour lui, la représentation, c'est le produit de l'intelligence, mais, avant et au-dessous de l'intelligence et de ses processus il y a quelque chose de plus fondamental : la tendance à vivre avec le sentiment, qui l'accompagne : la volonté de vivre. Nous agissons en vue de vivre. Cette volonté se manifeste sous différentes formes : tantôt elle prend la forme de la tendance sans motifs, tantôt celle de la volonté réfléchie. « Tendre avec profondeur, — dit Schopenhauer, — c'est agir » ; « agir c'est faire » ; « faire c'est vouloir ». La volonté c'est le principal ressort de la vie humaine.

Si la volonté constitue le caractère primordial de la vie humaine, que deviennent, à notre égard, les choses qui nous entourent, les choses du monde extérieur ? Elles sont ce que nous-mêmes nous sommes, elles sont ce que nous les faisons, parce que nous ne les connaissons que par nous-mêmes. L'essence des objets est la force. Nous connaissons la force par la volonté, par conséquent la force c'est la volonté.

Un des principaux caractères de la volonté, c'est l'universalité : « Tout veut dans la nature, car tout fait effort, tout désire vivre, tout agit et vit. Le corps lui-même n'est que de la volonté devenue objet, de la volonté devenue visible, de la volonté objectivée. »

Le second caractère est l'indestructibilité : les for-

mes disparaissent, le fond reste toujours. La forme c'est la volonté personnelle, le fond c'est la volonté universelle, impérissable, qui cessant de se manifester ici sous telle ou telle forme individuelle, se manifeste ailleurs sous un autre aspect.

C'est en partant de ces principes et en déduisant les conséquences logiques que Schopenhauer construit son système de métaphysique où il expose ses théories sur le libre arbitre, sur la morale, sur l'esthétique.

II. — La volonté au point de vue sociologique

L'école sociologique positiviste. — L'école individualiste. — Système de M. Draghicesco. — Système de Herbert Spencer et de M. Gumplovicz. — Conclusion.

2) L'ÉCOLE SOCIOLOGIQUE POSITIVISTE. — Je ne saurais mieux mettre en évidence le rôle de la volonté dans la vie sociale qu'en comparant, sur ce point, les théories de l'école sociologique positiviste et celles de l'école individualiste, c'est-à-dire en établissant un parallélisme entre les conceptions de ces deux écoles. La première, dont le représentant est M. Durkheim (1), soutient que la société humaine est régie par des lois sociales aussi fixes, aussi mécaniques et invariables que les lois physiques. C'est grâce

1. DURKHEIM. *Les règles de la méthode sociologique.*

à ces caractères de rigidité, d'inflexibilité, que les lois sociales s'imposent aux individus et que l'harmonie sociale est maintenue.

L'individu se soumet aux lois sociales, parce que l'inflexibilité de la loi l'y oblige. On ne peut se soustraire à ces lois sans peine de punition. Le citoyen dans un pays civilisé ne peut braver impunément l'opinion publique, les règles de la morale. Il ne peut impunément se soustraire aux lois sans être contraint à l'obéissance par la force organisée au service de la société.

Le progrès social, les lois sociales, sont indépendantes des volontés individuelles ; s'il en était autrement, la stabilité et l'ordre dans la société seraient constamment troublés par le caprice de l'individu. Les individus forment les éléments constitutifs de la société ; mais la société envisagée comme synthèse des individus qui la composent est d'une nature différente. Et M. Durkheim pour fortifier cette affirmation, prend un exemple dans le domaine de la chimie : la combinaison de l'eau. Les éléments de l'eau sont l'oxygène et l'hydrogène. Chacun — de ces deux corps — analysé a ses propriétés caractéristiques, mais dans leur synthèse ces propriétés disparaissent. Les lois sociales sont stables, inflexibles et l'individu est instable et changeant. Les lois sociales s'imposent aux individus, parce que la société est le but et l'individu, le moyen.

3) L'ÉCOLE INDIVIDUALISTE. — Cette école est située, en quelque sorte, au pôle de l'école précédente. Les théoriciens de cette école soutiennent que justement dans la société l'individu joue le principal rôle. La nature de la société est identique à celle de l'individu, parce qu'il n'y a pas ici une combinaison comparable à la combinaison chimique, mais une juxtaposition d'éléments.

Les individus se sont réunis pour constituer la société, pour s'aider réciproquement ; la société est donc le moyen, et le bonheur de l'individu, le but.

La marche, le développement de la société procèdent de l'action individuelle, car la société, abstraction faite de l'individu, est quelque chose de fictif, elle ne peut agir que par son intermédiaire. L'individu prend l'initiative et la manifestation de son individualité se répand, s'épanouit dans la masse sociale ; elle devient le patrimoine commun. Et c'est ainsi que tous les faits sociaux portent l'empreinte de l'action individuelle.

4) SYSTÈME DE M. DRAGHICESCO (1). — Au point de vue où se place M. Draghicesco, chacune de ces opinions contient une part de vérité, mais elles ont toutes les deux le tort de tomber dans l'exagération. Entre ces deux opinions extrêmes il y a place pour

1. D. DRAGHICESCO, *Du rôle de l'individu dans le déterminisme social*.

un système mixte, qui nous paraît plus rationnel et que nous allons exposer : La société et l'individu, dit le sociologue roumain, sont deux termes qui se commandent l'un à l'autre. On ne peut pas concevoir des faits sociaux se produisant autrement que par l'action simultanée de l'individu, de la société. La société influence l'individu et les faits psychologiques sociaux déterminent les faits psychologiques individuels dans leurs manifestations : de son côté l'individu influence la société par ses actes. L'individu est l'œuvre de la société et réciproquement tous les changements, qui se produisent dans la société sont l'œuvre de l'individu. Il existe entre eux une « interdépendance ».

Les transformations sociales sont déterminées par les mœurs et surtout par la législation positive. Deux causes contribuent à donner à la loi positive une influence aussi considérable : la première est qu'elle satisfait à des besoins dont précisément la satisfaction est d'une importance vitale pour le maintien de l'état social ; la deuxième est que la loi positive est précise quant à sa forme et obligatoire quant à son fond.

La loi positive est l'œuvre de la volonté de l'individu : le législateur observe les tendances, les besoins des individus, il les étudie attentivement, pour formuler les règles qui peuvent le mieux les satisfaire. Son procès psychique, manifesté dans les lois posi-

tives, s'impose plus ou moins dans la société, selon qu'il a pu comprendre les nécessités de la vie sociale de son époque. C'est à cette condition qu'il peut faire apprécier son œuvre, en faire comprendre le bienfait aux populations et lui donner l'autorité morale qui en facilite l'application.

5) SYSTÈME DE HERBERT SPENCER. — Si l'on veut se faire une idée meilleure encore des lois positives et par suite de la volonté dans la vie sociale, il est intéressant de connaître les idées d'Herbert Spencer et M. Gumplovicz (1). C'est ce que nous allons exposer. Le philosophe anglais affirme qu'on doit laisser agir l'individu librement dans la société, car c'est seulement de cette manière qu'il peut se développer conformément à ses inclinations naturelles. Mais — ajoute-t-il — une liberté sans limite serait dangereuse, parce que les volontés individuelles empièteraient fatalement les unes et les autres sur leur domaine respectif ; il a donc fallu limiter la liberté de chacun, cette limitation étant la condition *sine qua non* du maintien de la liberté individuelle elle-même. Cette proposition nous amène à exposer le problème des « droits et devoirs des individus ».

Dans la vie sociale et surtout dans les sociétés primitives les individus ne sont pas habitués à ce genre de liberté, ils doivent être éduqués dans ce

1. HERBERT SPENCER, *La Justice*.

sens. C'est à la loi positive qu'appartient ce rôle. Tant que les individus ne sont pas habitués à vivre de cette manière, la loi positive a une grande importance dans la vie sociale ; mais dès que les individus sont complètement éduqués, les lois ont rempli leur rôle. Dans cet état de vie sociale la loi vit dans l'âme de l'individu ; l'harmonie sociale est devenue quelque chose d'interne, elle n'a plus besoin d'aucune intervention extérieure.

6) SYSTÈME DE M. GUMPLOVICZ. — M. Gumplovicz (1) soutient que l'idée de droit a pris naissance à l'époque précise où un peuple a établi sa domination sur un autre. Entre les mœurs, les usages, les coutumes des deux peuples il se produit un choc. C'est au peuple vainqueur qu'il appartient de concilier des manières de vivre différentes, d'établir un nouvel état de choses. Généralement l'opération est conduite de telle sorte, que les vainqueurs s'accordent des privilèges et imposent aux vaincus certaines charges. Un règlement est absolument nécessaire, car une société ne peut pas se développer en employant continuellement la violence. Mais comment rétablir l'ordre en consacrant l'inégalité ? C'est par une raison, en vertu d'un principe supérieur, qui s'appelle le droit et prend corps dans les lois positives.

Conclusion. — Dans la vie sociale on peut établir

1. GUMPLOVICZ, *Précis de Sociologie*.

une hiérarchie entre les faits sociaux. Ainsi vous pouvez vous habiller, comme bon vous semble, sans être astreint à aucune règle, à aucune défense. Il n'en va pas de même avec les règles morales. On ne peut pas avoir une conduite légère dans la société, au mépris de la morale, sans être l'objet d'une réprobation générale. Et en ce qui concerne la législation positive, l'obligation s'impose encore davantage. La loi, qui s'occupe des besoins indispensables des individus, ne peut se contenter de règles aussi imprécises que la mode, ou la morale.

La loi positive doit être observée, elle doit avoir un caractère obligatoire. Elle doit, pour parvenir à ce but, être — quant à la forme — fixe, précise. Si la loi positive s'occupe de tout ce qu'il y a de plus essentiel dans la société humaine, si la précision et l'obligation sont de son essence, elle s'imprègne mieux que les autres faits sociaux des caractères de la société ; par conséquent quand on veut étudier une société quelconque, on doit étudier tout d'abord la législation qu'elle s'est donnée. Cette théorie (1) renverse l'ancienne théorie, selon laquelle la sociologie était le fondement des sciences sociales. La nouvelle théorie considère — au contraire — le droit comme leur fondement. — Suivant cette théorie (2) c'est le législa-

1. DRAGHICESCO, *Raportul între Dreptsi Sociologie*, Bucuresti.

2. DRAGHICESCO, *Metoda activă Democratică în Sociologie* Bucuresti.

teur, qui contribue le plus au développement de la société. C'est surtout dans les sociétés primitives que les mœurs, les manières de vivre des peuples et des individus sont dissemblables. Les lois positives par leurs caractères de précision, d'obligation, en introduisant l'ordre, rapprochent les individus les uns des autres. Sans (1) ordre il n'y a pas de règles de lois sociales.

Les sociétés humaines franchissent plusieurs étapes ou périodes : période active, période de transformation, où le législateur joue un rôle prépondérant et parvient à un état de stabilité, d'harmonie, où les sciences sociales sont possibles, car les lois sociales peuvent alors être dégagées (2).

III. — La volonté au point de vue psychologique (3).

Les formes de l'activité : l'automatisme et la volonté.

— *Des types particuliers de volonté : le caprice et l'impulsion. — La suggestion et l'hypnotisme.*

7) LES FORMES DE L'ACTIVITÉ : L'AUTOMATISME ET LA VOLONTÉ. — L'homme se met en relation avec le monde extérieur par ses actes, qui se présentent sous deux formes : l'automatisme et la volonté.

1. TARDE. *Les lois sociales*.

2. P. VASILESCO. *Fundamentul Legiilor Juridice*. Tesà București.

3. FR. PAULHAN. *La Volonté*.

La première forme de l'activité comprend les instincts et les actes réflexes. Cette forme est une synthèse des idées, des sentiments, etc., parfaitement adaptés à notre moi par des répétitions fréquentes, tant dans la vie de l'individu que dans la vie de ses ancêtres. Cette adaptation dispense l'individu de la réflexion : il agit automatiquement. De là une grande économie de force psychique, si on tient compte de la multitude des actes qu'on doit accomplir journellement. Cependant il y a des circonstances, où la conduite de l'individu ne peut pas être réglée uniquement par l'automatisme personnel. Dans certaines circonstances spéciales, sortant de l'ordinaire, pour prendre une résolution, l'intervention d'un nouvel élément est nécessaire : la volonté.

La volonté doit être approuvée par le moi et dans ce but des inclinations soutenues par des idées, des sentiments, se mettent en mouvement. Parmi ces tendances les unes favorisent l'accomplissement de l'acte extraordinaire, les autres le contrarient et une lutte s'engage, lutte d'autant plus longue et acharnée que l'acte extraordinaire se différencie de l'état habituel du moi.

Plus les inclinations progressistes sont nombreuses, plus elles représentent la personnalité et en triomphant des inclinations contraires, elles finissent par obtenir l'approbation du moi, et comme conséquence définitive, l'accomplissement des actes.

Les trois étapes de la volonté : la lutte entre les motifs, l'approbation du moi et la manifestation extérieure sous forme d'acte constituent la délibération, la décision et l'exécution, qui sont les caractères de la volonté délibérative. La psychologie a pour objet l'analyse de l'activité ; le droit n'emprunte à cette science que la conception de la volonté délibérative. Dans tout acte les deux premières phases de la volonté restent cachées ; seule l'exécution se manifeste extérieurement ; cependant le droit suppose toujours les deux phases internes.

8) DES TYPES PARTICULIERS DE VOLONTÉ : LE CAPRICE ET L'IMPULSION. — La volonté juridique manifestée par l'exécution est une synthèse de phénomènes psychiques, représentant notre moi. L'acte volontaire — dans les conditions normales — avant d'être exécuté doit se mettre d'accord avec l'intégralité de notre personnalité, c'est-à-dire avec les éléments physiologiques, sentimentaux et intellectuels. Entre l'acte nouveau et le moi individuel il faut qu'une parfaite harmonie s'établisse. On ne peut pas agir contre sa façon de sentir, de concevoir les choses.

Dans les actes importants de la vie, nos facultés intellectuelles sont soumises à un travail intense ; et lentement et avec beaucoup de précaution nous consultons toutes les impressions, toutes les idées, tous les sentiments, ainsi que la décision prise représente tous les côtés du moi. Cette manière d'agir est une

habitude propre aux personnes sages et réfléchies. Leurs actes remplissent toutes les conditions absolument nécessaires à la conservation de notre personnalité. C'est pourquoi le droit doit exiger, dans les actes juridiques, le consentement. Cette interprétation doit être rigoureuse, parce que la responsabilité de nos actes présente une liaison intime avec notre moi mis en fonction : Plus une personne est consciente, plus elle est responsable.

Il y a des gens qui n'ont pas la patience de réfléchir, même quand ils se décident à faire quelque chose d'important. Le mobile de leurs actions est, soit une impression momentanée, soit une inclination, qui, tout en provoquant une délibération et une décision ne sont pas complètes. Je n'en veux pour exemple que les personnes capricieuses, les impulsifs. Ces types occupent la zone intermédiaire entre le type normal et le type anormal. L'impulsif réfléchit et cependant les éléments de sa personnalité ne participent pas tous au travail de la délibération, si bien que sa décision n'est que l'expression partielle de son moi.

La loi a pris toutes les précautions possibles pour protéger les fous, les faibles d'esprit, les prodiges etc. Pour les capricieux et impulsifs elle n'a rien fait. Cependant à cette affirmation on peut nous faire cette objection : le conseil judiciaire des prodiges ne répond-il pas à la nécessité reconnue d'une pro-

tection? Au fond qu'est-ce un prodigue, si ce n'est un capricieux, un impulsif, qui ne peut pas résister au désir de gaspiller son bien? Le prodigue, s'il n'est pas un faible au point de vue intellectuel, est un faible au point de vue moral.

La réponse: l'institution du conseil judiciaire est beaucoup trop restreinte dans son champ d'application: elle ne s'applique qu'aux prodiges dont elle prévoit les actes de gaspillage. Cependant il y a des personnes qui, sans être ni faibles d'esprit, ni prodiges, sous l'influence d'un caprice, traitent des affaires, passent des actes, qui resteront inattaquables; elles compromettent ainsi la fortune de leurs ayants cause. Ces personnes ne peuvent être ni interdites, ni pourvues d'un conseil judiciaire. D'un autre côté les mesures de protection instituées sont insuffisantes, l'action en rescision ne saurait constituer une protection efficace. Il faudrait donc étendre l'institution judiciaire à ce groupe de personnes, ou découvrir une forme de protection intermédiaire entre la dation d'un conseil judiciaire et la curatelle.

La loi doit être logique et juste: Pourquoi protéger d'un côté les intérêts du prodigue et de ses ayants cause et négliger de l'autre les intérêts de l'impulsif, peut-être aussi importants, aussi menacés, que les premiers? Pourquoi considérer comme incapacité seulement la faiblesse, qui prend la forme du gaspillage et non comme telle celle qui prend

la forme d'inhabilité, d'irréflexion dans les engagements obligatoires?

On peut encore objecter, il est vrai, en nous demandant : quel est le critérium, permettant de distinguer les capricieux, les impulsifs, des autres hommes ? Pour les prodiges nous avons un moyen : leur gaspillage. Si l'on déclare les capricieux et les impulsifs incapables, toute la société humaine doit être considérée comme incapable également, car le caprice, l'impulsion, restent cachés dans l'âme humaine. Que le psychologue l'étudie, soit, mais le juge n'en doit tenir aucun compte : il le voudrait, qu'il ne le pourrait pas.

Il existe pourtant un critérium : les capricieux, les impulsifs, sont reconnus par tout le monde comme des personnes imprudentes, inconstantes ; et cependant dans l'état actuel de la législation on ne peut pas les empêcher de s'obliger. La loi édicte certaines mesures en pareil cas : elle ne devrait pas permettre que l'on traite les affaires importantes, sérieuses, avec légèreté, imprudence, surtout quand les conséquences fâcheuses en retombent sur des personnes qui n'y sont pour rien : les ayants cause. Le droit doit tenir compte de toutes ces nuances psychologiques, car autrement il manque de fondement réel.

9) LA SUGGESTION. — L'HYPNOTISME. — Le procès psychique de la volonté doit se développer spontanément, aucune influence étrangère ne doit s'y in-

introduire et changer son cours naturel. L'individu doit agir conformément à ses inclinations : seul le contenu de sa personnalité doit contribuer à le déterminer. C'est la liberté du consentement, condition absolument indispensable dans les actes juridiques, qui régit la matière des vices.

En ce qui concerne les vices du consentement, la loi s'est occupée de l'erreur, du dol et de la violence. C'est insuffisant : elle ne dit un mot ni de la suggestion, ni de l'hypnotisme, et la doctrine garde à ce sujet le même silence. La raison de cette indifférence est qu'en pratique on relève peu de cas de cette espèce. On peut cependant leur trouver quelques applications intéressantes à propos des conditions de la liberté d'esprit du testateur. On doit bien préciser la nature du vice.

À l'heure actuelle la suggestion et l'hypnotisme préoccupent beaucoup les esprits(1). Depuis quelques années les sciences occultes, la psychologie les étudient minutieusement. On a commencé à faire de la suggestion une méthode de correction dans l'éducation(2). La médecine(3) essaie d'en faire un remède. La jurisprudence en Autriche a relevé un cas d'hypno-

1. J. HÉRICOURT. Un cas de somnambulisme à distance. *Bulletin de la Société de psychologie physiologique*, 1885, 36, 37.

2. FÉLIX THOMAS. *La suggestion, son rôle dans l'éducation*

3. PIERRE JANNET. *Histoire d'une idée fixe in névroses et idées fixes*, t. I, p. 197, 198, et t. II, p. 33-34.

tisme très intéressant dans une affaire pénale: le cas d'Ilma Schandor, malade, envoyée à fin de guérison à l'hôpital de Graz, dirigé par M. le professeur-docteur Krafft Ebing (1).

Quelle est la nature du vice dû à la suggestion et à l'hypnotisme ? On ne peut assimiler ce vice à l'erreur : la cause de l'erreur est dans l'esprit même de la victime, tandis que dans la suggestion et l'hypnotisme la cause est externe.

On ne peut pas l'identifier davantage au dol, parce que les artifices, les manœuvres, bien que ce soient des causes externes, après leur action, laissent cependant la volonté libre (2).

La suggestion et l'hypnotisme sont plus proches parents de la violence et surtout de la crainte révérentielle. Dans les deux hypothèses, en effet, il y a même condition : celui qui agit par suggestion ou hypnotisme doit posséder un certain ascendant sur la victime : On suggestionne, on hypnotise, par autorité influence. Mais la suggestion et l'hypnotisme surpassent de beaucoup par leurs effets psychiques, la craint

1. Le *Journal de l'association autrichienne médicale*, n° 87.

2. FURGOLE assimile la captation et la suggestion, dans les testaments, au dol. Cette assimilation est peut-être exacte en ce qui concerne seulement l'intention de l'auteur du dol ; mais l'état psychique de la victime se rapproche plutôt de la violence. FURGOLE. *Traité des testaments*, t. 1, ch. V, sect. III, n° 27 et suiv.

révérentielle. Ici, certainement, si le descendant subit une influence de la part de son ascendant, il conserve cependant une certaine volonté ; là au contraire la victime n'en conserve point : elle exécute automatiquement l'ordre de l'individu qui la commande. La victime de la suggestion et de l'hypnotisme agit inconsciemment, sous l'influence d'une puissance qui lui est inconnue. Dans ces conditions l'acte ne doit-il pas être toujours frappé de nullité ?

Dans la question de la volonté, au point de vue psychologique, nous avons laissé de côté une controverse très importante et qui s'y rattache assez étroitement. Il s'agit de la question du libre arbitre et du déterminisme ; mais les arguments pour et contre sont trop connus, pour que nous ayons insisté.

PREMIÈRE PARTIE

Les vices du consentement chez les Romains. — Les vices du consentement dans l'ancien droit.

I

10) LES VICES DU CONSENTEMENT CHEZ LES ROMAINS.

— *Observation.* — Chez les peuples primitifs la conscience est très peu développée; leur attention se porte plus particulièrement sur les faits du monde extérieur. Nous en trouvons la preuve dans leur religion, dans leur littérature faite de légendes. L'observation interne, l'analyse psychique, supposant une culture intellectuelle plus développée, ne se produisent que dans les époques de civilisation plus avancée. C'est une loi psychologique, une loi générale : tous les peuples ont passé par cette évolution, le peuple romain n'y a pas échappé.

Ce qui caractérise, au commencement, les institutions juridiques des Romains et notamment les contrats, c'est le formalisme : pour faire valoir juridi-

quement leur accord de volonté, leur consentement (*pactum, placitum, conventio*), les parties doivent accomplir certaines solennités. Dans le *nexum* : *l'æs et libram*; dans le contrat verbal : la *stipulatio*; dans le contrat littéral : *codex, tabulæ*. Les juges exigent rigoureusement ces formes matérielles et leur intervention ne se manifeste que pour exiger l'accomplissement de ces formalités solennelles, après quoi tout est fini. Dol, violence, erreur, ne sont pas prises en considération. « La forme emporte le fond » : la volonté, avec ses conditions de validité, c'est quelque chose d'accessoire, dont les parties doivent faire leur affaire.

Dans cet état primitif du droit, la question des vices du consentement ne se posait pas. Mais plus tard, par suite du développement des relations sociales, par suite aussi des événements politiques, les anciennes règles furent changées. Soit, parce qu'on n'avait plus le temps de remplir les formes solennelles, soit parce que les violences et les moyens de fraude devinrent plus nombreux, il fut accordé aux juges un pouvoir plus large dans l'interprétation des contrats : ils ne s'en rapportaient plus seulement à la rigidité de la forme, ils devaient rechercher aussi l'intention des parties, l'esprit du contrat (*ex fide-bona*). C'est vers la fin de la République que l'intervention du prêteur a déterminé cette transformation de la jurisprudence romaine.

Il ne faut pourtant pas s'imaginer que les anciennes formalités ont été tout à fait abolies : La solennité a toujours été conservée, et l'interprétation nouvelle donnée par le préteur ne s'appliquait qu'à un certain nombre de cas signalés dans la pratique. La preuve de toutes ces affirmations est, que dans les contrats de droit strict l'erreur sur la nature du contrat n'a jamais été considérée comme une cause d'empêchement de contrat ; en outre, pour le dol et la violence on faisait une distinction entre les contrats de droit strict et de bonne foi, les derniers étant plus privilégiés. Et quand de nouveaux cas ne pouvaient pas entrer parmi ceux prévus par la réforme, on leur appliquait les formes solennelles. On voit donc que la théorie romaine des vices du consentement était loin d'être aussi large et aussi subtile que la théorie moderne.

11) L'ERREUR (*error, ignorantia*). — Le consentement est une condition *sine qua non* de l'existence des contrats ; même dans les contrats formels il est toujours supposé. Dans l'erreur il n'y a pas consentement : on accepte ce qu'on n'accepterait point si l'on savait ce qui est réellement. Aussi les Romains ont-ils fait de l'erreur un vice de consentement, mais chez eux la signification de ce vice était synonyme avec la nullité moderne de plein droit (1). Dans les

1. PAUL FRÉDÉRICH GIRARD. *Manuel élémentaire de droit romain*, p. 449.

contrats non formels les Romains, comme les modernes, considéraient comme vice du consentement l'erreur sur la nature de la convention (*error in negotio*). Par exemple, l'une des parties croit faire une vente et l'autre recevoir une donation. En réalité il n'y avait ni l'une ni l'autre. Et les Romains donnaient à celui, qui avait délivré la chose (le tradens) une *condictio sine causa* pour la reprendre.

Dans l'erreur sur la personne (*error in personæ*) le droit romain se différencie quelque peu du droit moderne : les Romains en faisaient une règle générale de nullité en l'appliquant à tous les contrats ; les modernes ne l'admettent comme vice seulement qu'en tant que les contrats sont intuitu personæ : la donation et le contrat fait en vue du talent d'une personne par exemple. L'erreur sur les qualités d'une personne n'était pas considérée comme vice.

En ce qui concerne l'erreur sur l'identité de l'objet (*error in corpore*) le droit moderne et le droit romain sont identiques : l'inexistence du contrat.

Dans l'erreur sur la substance (*error in substantia*) et sur la quantité de la chose (*error in quantitate*) les solutions du droit romain sont différentes de celles du droit moderne : En ce qui concerne l'erreur sur la substance, pour les Romains — sans aucune distinction — le contrat était toujours nul. Au sujet de l'erreur dans la quantité, dans les contrats de bonne foi et

surtout dans la vente et le louage, quand on se trompait sur la somme (prix, loyer, etc.), en la croyant plus grande qu'elle n'était en réalité, le contrat était nul.

Dans le droit moderne l'erreur sur la valeur de la chose (la lésion) est admise comme vice pour les majeurs seulement dans la vente et le partage (1) et généralement pour les mineurs.

12) METUS. — Le droit moderne a toujours considéré la violence, ou mieux la crainte, comme vice du consentement. Au contraire les Romains pendant longtemps n'ont pas voulu en faire un vice. Ils disaient, que la volonté existait quoique violentée. La violence ne fait que déterminer la volonté (*vis impulsiva*, non *vis physica*). Sans doute leur système formaliste leur offrait assez de garantie.

Cependant plus tard, en raison de la fréquence des actes de violence et surtout à cause de certains événements politiques, on a admis la crainte comme vice. C'est le préteur Octavius (2), au *vii^e* siècle, qui a fait cette réforme. Dorénavant on pouvait poursuivre les auteurs de la violence et leurs complices par une action *in factum*, l'*actio quod metus*, donnée au quadruple. Quand on ne voulait pas exécuter la convention, sans intenter l'action, on attendait les poursui-

1. MARCEL PLANIOL. *Droit civil*, t. II, n° 1055.

2. P.-FR. GIRARD, *op. cit.*, p. 414.

tes et alors on opposait l'exceptio metus. Or, si la victime voulait obtenir l'extinction du contrat, elle avait l'in integrum restitutio. L'intérêt de cette réforme concernait notamment les contrats de droit strict, car pour les contrats de bonne foi on avait toujours l'action de son contrat et par suite pour refuser l'exécution de ses obligations il n'était pas nécessaire d'insérer l'exceptio dans la formule.

L'action du contrat était plus avantageuse que l'actio metus, car elle était perpétuelle et transmissible.

La conception des Romains sur le vice de la violence était bien différente de celle du droit moderne : les Romains exigeaient que la crainte fût assez forte, pour impressionner l'homme le plus courageux. (Qui in hominem constantissimum cadat) ; il suffit dans le droit moderne que la violence puisse impressionner un homme raisonnable.

Au sujet de la violence commise par un étranger au contrat, de la violence résultant d'un péril fortuit, de la crainte révérentielle et de l'emploi des formes l'égales de contrainte, les solutions du droit romain se rapprochent de celle du droit français. En effet les solutions du droit romain se sont perpétuées jusqu'à nos jours. En ce qui concerne la violence résultant d'un péril fortuit, le droit moderne essaie de s'écarter un peu de la conception romaine, parce qu'aujourd'hui il n'y a plus les mêmes espèces.

Les conditions du vice (1) : « mal concernant la personne ou ses proches, mal présent, mal sérieux. »

13) **DOL** (*dolus malus*). — Dans le plus ancien droit romain, le dol n'était pas un vice. Néanmoins, quand le dol engendrait une erreur dans l'esprit de la victime, le contrat était nul. Mais cette nullité était due à l'erreur, non au dol. C'est le formalisme, qui nous explique cette particularité.

Vers la fin de la République, le prêteur Aquilius Gallus(688)(2) fit du dol un délit. Les conditions exigées, pour que le dol fût une cause de nullité, étaient les suivantes : l'emploi de manœuvres, d'artifices, en vue de tromper quelqu'un et de le déterminer à conclure le contrat. Les actions, au moyen desquelles on obtenait la nullité, étaient : l'*actio in factum, de dolo*, l'*exceptio doli* et l'*in integrum restitutio*. Dans le contrat de droit strict le créancier trompé avait l'*actio de dolo* et le débiteur l'*exceptio doli*. Dans les actions de bonne foi, on n'en avait plus besoin : on était mieux protégé par l'action même du contrat, qui était principale, perpétuelle et transmissible.

La solution romaine sur le dol s'est transmise dans le droit moderne, et des controverses à peu près pareilles sont engagées, en ce qui concerne les faits, qui constituent le domaine du dol : le dol positif : manœuvres, artifices ; le dol négatif : réticence inten-

1. P. FR. GIRARD, *op. cit.*, p. 407, note 1.

2. *Ibid.*, p. 418.

tionnelle et de mauvaise foi ; le dol principal (dolus malus), qui est considéré comme vice ; le dol incident (dolus bonus), qui n'empêche pas le contrat, mais donne naissance seulement à une indemnité ; enfin comme aujourd'hui, le dol devait être commis par une des deux parties, car le dol, qui venait de la part d'un tiers, ne rendait pas le contrat annulable (1).

II

14) LES VICES DU CONSENTEMENT DANS L'ANCIEN DROIT FRANÇAIS. — Dans le Midi de la France (2) (pays de droit écrit) le droit romain a toujours été en vigueur. Les Gallo-Romains, à la suite des invasions barbares et du déclin de la civilisation, qui en avait été la conséquence, avaient néanmoins conservé dans la conduite de leurs affaires les habitudes et les souvenirs de l'époque de la domination romaine ; mais en raison de l'ignorance du moyen âge, le droit écrit n'a fait son apparition qu'à une époque assez tardive, au ^x^e siècle.

C'est à partir de cette époque, qu'on a recommencé

1. ÉDOUARD CUQ. *Les institutions juridiques des Romains*. t. II, p. 356, 357.

2. A. ESMEIN. *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, t. d., 1902, p. 674 et suiv.

l'étude du droit romain ; les traités des jurisconsultes romains, les textes de législation romaine, s'introduisirent dans les relations journalières ; on peut donc dire qu'à cette époque la vie juridique romaine fut complètement restaurée. Le système contractuel romain avec ses conditions de validité, avec ses vices du consentement a donc toujours été gardé et appliqué dans les pays de droit écrit.

Dans le Nord de la France (pays de coutume) les lois barbares et les capitulaires ne demeurèrent pas longtemps en vigueur à cause des difficultés que l'on rencontra dans l'application du système de la personnalité des lois. Au début, on se réglait d'après les coutumes locales. Mais il ne faut pas s'imaginer que les coutumes ne subiront aucune influence étrangère : la population germanique se vit obligée de faire face à de nouvelles situations, elle reconnut que les règles juridiques qu'elle pratiquait étaient trop simples et trop incomplètes pour répondre à tous les besoins, aussi se laissa-t-elle facilement influencer par le droit romain, beaucoup plus subtil, plus prévoyant et plus propre à résoudre toutes les difficultés de la pratique (1). De cette façon le droit romain s'infiltra peu à peu dans les coutumes jusqu'à l'époque de leur rédaction.

1. CH. LEFEBVRE, *L'histoire du droit matrimonial français*, p. 266 et 271.

L'époque monarchique (1) est caractérisée par le commencement de la (1455) rédaction officielle des coutumes locales. A partir de cette époque l'influence du droit romain se fait sentir d'une autre manière : lorsque le texte d'une coutume devint insuffisant pour résoudre les cas, qui se présentaient dans la pratique, on eut recours au droit romain (2). D'autre part, les rédacteurs de coutumes, en commençant à rédiger les coutumes générales, prenaient comme modèle les jurisconsultes romains.

En ce qui concerne le système contractuel, dans les pays de coutume, on observe le même phénomène, qui se rencontre chez tous les peuples primitifs : la loi générale du formalisme (3).

Les Germains, au lendemain de leurs invasions et de leur installation dans l'empire romain, connaissaient deux espèces de contrats : le contrat réel et le contrat *fides facta*. Le premier était considéré accompli, quand on délivrait la chose, qui faisait

1. E. GLASSON. *Précis élémentaire de l'histoire du droit français*, éd. 1904, p. 305.

2. DU MOLIN. Coutumes de la Prévosté et Vicomté de Paris. « Les rois mesme l'ont tant estimée, qu'ils l'ont préférée au droit écrit, entre autres le roy Philippes III lequel en l'an 1277 fit défense aux avocats d'alléguer droit écrit, là où les coustumes auroient lieu comme les mêmes auteurs rapportent », t. I, p. 1.

3. A. ESMEIN. *Étude sur les contrats dans le très ancien droit français*, p. 5 et suiv.

l'objet du contrat : *res præstita*. Le second consistait dans l'accomplissement d'une formalité, accompagnée toujours, pour rendre le consentement encore plus concret, d'une festuca, ou autre objet symbolique sans valeur : un bâton, un gand, etc.

A l'époque féodale ils pratiquaient encore une formalité pour rendre le contrat valable : la paumée (poignée de main), ou l'habitude pour les parties de boire en commun à la conclusion du contrat (1).

On remarque aussi dans les contrats la formalité de l'écriture. Il y avait deux sortes de contrats écrits : les *notitiæ* et la charte. On employait la première forme d'écriture (les *notitiæ*) après l'arrangement définitif, comme moyen de preuve. La charte était l'écriture faite au moment de la conclusion du contrat. La formalité des contrats chez les Gallo-Romains (dans les pays de droit écrit), qui correspondait à la *fides facta* germanique, était la *stipulatio*. Et les habitudes romaines se rencontrant avec les habitudes germaniques, le droit romain a — sans doute — influencé le formalisme des contrats germaniques, car on voit dans la charte, introduite une formule : *stipulatione interposita*, *stipulatione subnixa*, allusion qui suppose — peut-être — la *stipulatio* déjà faite.

En somme, l'observation qu'on doit faire est, qu'à

1. PAUL VIOLLET. *L'histoire du droit civil français*, 1905, p. 594 et suiv.

cette époque, le contrat se confondait avec la preuve, par conséquent on ne peut pas parler des vices du consentement, puisqu'il n'y en a pas.

Plus tard, on observe l'apparition de deux facteurs, qui commencent à écarter le formalisme, ce sont l'Église et de droit canon. L'Église considérait, que pour rendre le contrat valide, les parties pouvaient se dispenser de toutes ces formalités si elles accompagnaient leur convention d'un serment. Les canonistes à leur tour agissent afin de faire renaître les contrats consensuels romains; et bien plus, ils réussirent à rendre valables même les *nuda pacta* romains. Cette lutte a commencé au xiii^e siècle et l'idée était, à peu près partout, reçue au xv^e siècle. Avec l'introduction du système consensuel dans les contrats on peut dire, que la théorie romaine sur les vices du consentement fait aussi son apparition, car il est impossible de traiter des conditions de validité du consentement, sans parler de la théorie des vices du consentement.

Si l'on envisage l'influence juridique romaine sur le droit coutumier, on observe, que de toutes les parties du droit romain, celle qui a attiré davantage l'attention des juristes, c'est la théorie des obligations et des contrats, matière où les Romains s'étaient montrés maîtres (1). Aussi quand les jurisconsultes

1. LOISEL. *Institutes coutumières*. I) Convenances vainquent

de l'ancien droit commencèrent à rédiger les coutumes générales, ce fut cette partie du droit romain qu'ils imitèrent le plus. L'imitation devient même dans Pothier une véritable traduction, en ce qui concerne les vices du consentement. Pothier (1) l'introduit dans son *Traité des obligations*, à peu près intégralement.

loi. « Elle signifie la même chose, que cette autre règle tirée de ses lois romaines : *Provisio hominis facit cessare provisionem legem.* » II) « On lie les bœufs par les cornes et les hommes par les paroles; et autant vaut une simple promesse ou convenance, que la stipulation du droit romain ». *T. II, Lib. I. Tit. I. Des conventions, contrats et obligations.*

Et Guy Coquille *Questiones et responses sur les coutumes de France*. Que les obligations sans déclarer les circonstances particulières ne sont valables. « Les lois romaines par le moyen des grandes raisons et biens politiques sur lesquelles est leur fondement, à bon droit ont été receues par nous, pour nous aider quand les constitutions de nos Roys, ou nos coutumes nous défaillent, ou pour interpréter nos coutumes. Et les grands effects provenus du gouvernement politique de Rome fait cognoistre que ce peuple par dô Dieu avoit la lumière de l'entendement bien nette et le cœur bien franc » p. 879, n° 308.

1. POTHIER. *Traité des obligations*. Édit. M. Bugnet. T. II, ch. I^{er}, sect. I^{re}, art. 3.

DEUXIÈME PARTIE

Les vices du consentement

Dans le droit intermédiaire et sous le régime du
Code civil

I

15) LES VICES DU CONSENTEMENT DANS LE DROIT INTERMÉDIAIRE. — En droit civil, le législateur de la Révolution française s'est occupé de la propriété du sol (régime foncier) et de certains privilèges de famille. Afin d'établir le principe de l'égalité dans les successions, la Révolution a aboli les privilèges de masculinité et d'ainesse, privilèges, qui assuraient la conservation des fortunes dans les familles nobles ; mais elle n'a rien changé à la législation antérieure des contrats et autres conventions.

Si nous considérons la Révolution au point de vue

1. PLANIOL, t. I, p. 24, 25. 2. PH. SAGNAC. *La législation civile de la Révolution*, p. 202 et 343.

des idées dominantes, qui inspiraient les hommes d'État de l'époque, au point de vue de l'esprit, qui guidait leur conduite, nous distinguerons deux périodes : La première est caractérisée surtout par une tendance à l'égalité et à la liberté ; elle s'étend de 1789 à 1795. C'est dans cette période que, pour assurer la stabilité de la propriété, l'Assemblée législative de 1791 a aboli l'ancien retrait lignager et conventionnel, qui figurait primitivement dans les conventions.

Pour affranchir le sol de diverses charges, pour organiser la propriété sur de nouvelles bases, en la rendant libre, l'Assemblée constituante a aboli aussi le démembrement de la propriété, qui constituait le domaine utile.

En ce qui concerne la matière, qui fait l'objet de notre étude, il y a lieu de faire remarquer que, les décrets de l'Assemblée législative ont abrogé le vice de la lésion.

Dans une seconde période (1795-1804), le législateur est revenu à la tradition juridique. La Convention, reprenant le projet de code de la première période, s'est rapprochée un peu de l'esprit, qui avait dominé dans la législation antérieure. Ainsi, la Convention a rétabli la lésion dans la vente, pour le cas où le vendeur a été lésé de plus des $\frac{7}{12}$ dans le prix.

Les rédacteurs (1) du Code civil ont emprunté au droit romain le système des obligations; mais la division des obligations était très compliquée dans les textes romains: les pactes, les stipulations, les contrats, s'y succédaient dans une certaine confusion. Pour faire disparaître cette confusion, et pour obtenir un classement logique, le législateur du Code civil a divisé les obligations selon les rapports qui naissent de leur nature.

Le titre 2, livre 3, du projet de Code civil a été élaboré par Bigot-Préameneu (2). Quand il en a soutenu la discussion, il a avoué qu'il l'avait puisé dans le droit romain. Mais cette tâche lui avait été facilitée par Pothier, car la rédaction des articles se rapproche singulièrement des formules employées par cet auteur dans son *Traité des obligations*.

II

16) LES VICES DU CONSENTEMENT SOUS L'EMPIRE DU CODE CIVIL. — *Observation*. — L'article 1134 du Code civil est ainsi conçu :

« Les conventions légalement formées tiennent

1. LOCRÉ. *La législation civile, commerciale et criminelle de la France*, t. XII, p. 315 et suiv.

2. P.-A. FENET. *Travaux préparatoires du Code civil*, t. XIII, p. 46.

lieu de lois à ceux qui les ont faites. » Or, dans les conventions, la volonté des parties peut se manifester sous deux aspects : elle peut être la reproduction fidèle de notre état psychologique, ou encore une autre forme de volonté manifeste, apparente, faisant corps avec la décision.

Il existe (1) une puissance de volonté interne, produit de l'organisation systématique et harmonique des faits psychiques. Nos désirs, nos pensées, nos sentiments, nos inclinations, nos sensations de toutes espèces, s'enchaînent entre eux, se combinent étroitement pour former une synthèse de phénomènes, qui constitue notre nature psychologique, notre personnalité, notre moi, ou encore ce que l'on appelle vulgairement notre mentalité. C'est cette organisation psychique, qui doit commander à tous nos actes, et si l'harmonie règne entre les différents éléments, qui la composent, nos actions seront conformes à notre état psychologique réel, nous serons maîtres de nous-mêmes, capables de résister à toutes les influences contraires. La combinaison étroite des éléments psychiques, la possession de soi-même sont les conditions nécessaires de la liberté morale.

Il existe aussi une autre sorte de volonté, qui faisant abstraction de ce procès interne se manifeste à l'extérieur, en se confondant avec la décision et se

1. FR. PAULHAN, *op. cit.*, p. 300.

reconnaissant à notre langage lorsque chacun de nous dit : « Je veux. » C'est la volonté manifeste, déclarée, dont nous avons parlé tout à l'heure.

Le Code civil allemand (1) a tranché l'ancienne controverse entre les partisans de la théorie classique (théorie de la volonté) représentée par Savigny et les partisans de la volonté réelle (partie générale du titre II, section III) en admettant la volonté déclarée ; c'est ce qui a motivé le titre que l'on a donné à la partie générale du titre II : « La Déclaration de volonté. »

La volonté est considérée comme déclarée, soit qu'elle s'adresse à un tiers, soit qu'elle reste purement subjective : « la volonté non adressée à une partie ». A première vue, on peut prendre la déclaration de volonté dans un sens de manifestation, de publicité ; mais le Code semble lui donner une signification de volonté manifestée en vue de produire un effet juridique. La déclaration de volonté peut être expresse ou tacite ; l'intérêt de cette distinction réside, quand il s'agit de la volonté, dans ses rapports avec les tiers. En ce qui concerne la volonté expresse, directe, et la volonté tacite, indirecte, il y a des auteurs, qui soutiennent que, la volonté directe exige deux conditions : la volonté qui se rattache à l'acte juridique

1. RAYMONT SALEILLES. *De la déclaration de volonté*, p. 1 et suiv.

et la volonté, qui se manifeste expressément pour se faire connaître. D'autres, au contraire, soutiennent que, ces deux espèces de volontés ne sont pas nécessaires.

La volonté expresse peut exister sans aucune écriture, sans paroles, car la parole n'est pas indispensable pour contracter une obligation.

La volonté s'apprécie d'après les usages courants, d'après les conventions intervenues entre les parties.

Le Code ne fait aucune distinction entre la volonté directe et la volonté indirecte.

La loi, en admettant la volonté déclarée, ordonne au juge de s'en tenir, dans l'interprétation des conventions, strictement à la volonté exprimée, tout en lui laissant un large pouvoir d'appréciation sur le sens de ces conventions.

Il en résulte que, celui qui fait une déclaration de volonté contraire à sa pensée, à ses intentions, est lié juridiquement, parce qu'on ne peut pas invoquer un dol commis par soi-même et dont on est victime. C'est l'hypothèse classique de la réserve mentale, c'est-à-dire de la déclaration faite à la légère sans intention sérieuse (art. 116, Code civil allemand).

Les commentateurs du Code civil allemand désignent la volonté déclarée sous l'appellation de « volonté positive, manifestée, apparente, juridique » ; ils qualifient l'autre espèce de volonté de « volonté interne, réelle, vraie, psychologique ». Depuis la pro-

mulgation de ce Code, on peut établir, d'une manière nette, un parallèle entre la volonté psychologique et la volonté juridique.

Le Code civil français ne fait connaître, dans aucune de ses dispositions, ses décisions au sujet de ces deux sortes de volonté ; cependant, si on lit attentivement les sections I et V du chapitre III, sur l'effet des obligations et l'interprétation des conventions, on ne peut s'empêcher de remarquer, qu'il adopte la volonté réelle : les articles 1135 et 1156 font ressortir plus particulièrement cette solution. D'après ces articles, en effet, lorsqu'on veut interpréter une convention, on ne doit pas seulement s'en rapporter aux termes dans lesquels elle est exprimée, c'est-à-dire au sens littéral des mots ; il faut aussi « rechercher quelle a été la commune intention des parties contractantes » ; on doit se préoccuper de l'équité, de l'usage ; par conséquent, la loi s'en rapporte, avant tout, à la volonté interne. Dans le but de découvrir la véritable volonté, la loi formule un critérium objectif d'appréciation : l'usage, l'équité. Afin de donner à la volonté psychologique un caractère juridique, la loi interprète le double sens (article 1157), l'ambiguïté (art. 1159), etc..., dans un sens susceptible d'avoir un effet.

Jusqu'ici nous n'avons envisagé que les deux termes extrêmes de la question : l'existence et l'inexistence du contrat. Ces deux termes extrêmes sont

prévus par l'article 1108 (Code civil). Le deuxième alinéa de cet article est très bien interprété par Larombière (1). D'après cet auteur le consentement doit être absolu, définitif, éclairé, libre, spontané, personnel.

Il est impossible que le consentement remplisse toujours toutes ces conditions. Il y a des personnes qui, par faiblesse de caractère, par suite de la vivacité de leurs désirs, de la violence de leurs passions, ne peuvent se maîtriser et obéissent malgré elles à ces désirs, à ces passions. En pareil cas, le jeu normal de nos facultés mentales est troublé, grâce à l'intervention inopportune d'un élément de discorde, qui contrarie la nature psychologique dans ses manifestations. L'acte accompli dans ces conditions n'est plus absolu, définitif et libre, selon l'expression de Larombière, car il n'est qu'une représentation partielle, affaiblie, de la personnalité.

La validité d'un acte dépend de l'action plus ou moins commune de nos facultés psychiques. Un homme bien doué, de volonté forte, dont la conduite est conforme à cette action commune de nos facultés, accomplit un acte complètement valable. Au contraire, l'acte accompli par l'homme capricieux, l'impulsif, par exemple, est incomplet, entaché de vice,

1. Larombière. *Théorie et pratique des obligations*, t. I, p. 39.

il doit être annulable; car ce n'est pas sous l'influence de la raison qu'il a agi, c'est le caprice, l'impulsion momentanée, qui a dicté sa conduite.

La loi a prévu le cas de vice de consentement dans les articles 1109 et suivants.

Précisons la nature des vices du consentement. On observe que ce qui vicie le consentement, c'est le défaut de liberté dans l'accomplissement d'un acte, étant donné les circonstances où il a été accompli. On dit d'une personne, qu'elle agit librement, quand ses actions sont conformes à ses inclinations, à sa nature psychologique, et lorsque sa volonté n'est pas influencée, contrariée par le milieu ambiant.

La volonté se manifeste tantôt dans un milieu interne, tantôt dans un milieu externe. En effet, malgré l'organisation systématique de nos facultés mentales, l'accord des différents éléments nécessaire pour délibérer, pour prendre une décision, peut n'être pas obtenu. En pareil cas, la liberté peut être entravée par un désir ou par un autre obstacle; l'action combinée de nos facultés est rompue et l'acte volitif n'est plus l'expression de l'entière organisation psychologique: il ne représente plus la raison, la sagesse, la lumière de la conscience, de sorte que l'acte ne peut plus être éclairé, il ne peut plus remplir les conditions formulées par Larombière. Dans ce cas, la liberté psychologique fait défaut.

Les éléments psychiques de l'individu se trouvent

en contact non seulement entre eux, mais aussi avec ceux des autres individus. La vie en société engendre entre les différents individus qui la composent, des rapports, qui donnent lieu à des contacts entre les défauts, les qualités de chaque individu et les défauts, les qualités de ses semblables. Tant que la conduite de l'individu demeure en harmonie avec ses facultés mentales, et qu'elle est conforme aux règles qui président à l'harmonie sociale, l'acte est libre. Mais, dès que l'activité d'un individu est contrariée dans son essor par l'activité des autres, tant qu'il ne peut agir conformément à ses dispositions naturelles, ses actions ne sont plus libres, elles ne sont plus spontanées ; elles ne lui sont plus en quelque sorte personnelles. En pareil cas, la liberté des actes extérieurs au sein de la société est viciée.

Lorsque la liberté psychologique est entachée d'un vice, la cause est intérieure et personnelle ; s'agit-il au contraire d'un vice de liberté des actes extérieurs, c'est-à-dire de liberté sociale, la cause est extérieure et étrangère.

Dans le cas de vice de liberté sociale, les individus qui entravent la liberté d'action des autres en temps général, ont pour but d'y trouver un profit. Généralement, leurs intentions sont dissimulées par des manœuvres déloyales, des mensonges ; c'est ainsi qu'ils parviennent à induire leurs victimes en erreur. Quelquefois, le désir de profit est manifeste : la vic-

time se trouve mise au courant des intentions réelles de l'autre partie ; mais, comme elle n'est pas libre, comme ses actions lui sont imposées, elle ne peut se soustraire aux manœuvres dont elle est l'objet.

Une division rationnelle des vices d'un consentement serait la suivante :

1 ^o LES VICES DU CONSENTEMENT	{	2 ^o Vice de liberté interne, psychologique ou morale : l'erreur.	{	4 ^o <i>Vice avec intention dissimulée : le dol.</i>
		3 ^o Vice de liberté externe, sociale : la violence et le dol.		5 ^o <i>Vice avec intention manifeste : la violence.</i>

La doctrine et surtout la loi ne font pas une distinction nette dans toutes ces nuances psychologiques ; il en résulte souvent, suivant nous, des confusions et des conséquences illogiques, que nous aurons l'occasion de relever dans les pages suivantes.

17) L'ERREUR. — *Observation.* — La doctrine embrasse dans une même discussion les cas d'erreur, qui rendent le contrat inexistant par suite de défaut de consentement, et ceux qui constituent seulement des causes de nullité.

La loi est plus logique que la doctrine, car elle ne parle, dans la section réservée aux vices du consentement que, des cas d'erreurs, qui vicient le con-

trat. Les autres cas sont prévus par les dispositions qui traitent de l'inexistence des contrats. Il suffit, pour s'en rendre compte, de lire l'article 1108, dans lequel sont précisées les conditions essentielles pour la validité des conventions ; au nombre de ces conditions, figure le consentement. *A contrario*, le défaut de consentement rend les conventions inexistantes. Cette interprétation de l'article 1108, que nous donnons ici, est confirmée par l'article 1109, qui traite des cas où le consentement existe, tout en n'étant pas valable ; et surtout par l'article 1117, sinon dans sa lettre, du moins dans son esprit ; cet article n'est en somme que la sanction de l'article 1109. L'article 1117 en parlant des cas d'erreur, qui donnent lieu à une action en nullité ou en rescision, laisse entendre que, pour les cas de nullité de plein droit, il se réfère à l'article 1108.

18) DÉFINITION DEL'ERREUR. — D'après Duranton (1), l'erreur consiste à croire vrai ce qui est faux, et réciproquement. Suivant MM. Aubry et Rau (2), l'erreur c'est l'égarement de l'esprit, sans lequel les deux parties ou l'une d'elles n'auraient pas contracté si elles avaient connu la vérité. Le (3) droit romain appelait l'erreur l'ignorance de fait et de droit. La définition

1. DURANTON, *Cours de Droit Français*, t. IX, p. 89.

2. AUBRY ET RAU. *Droit Civ. Français*, t. IV, p. 295 et s.

3. F. LAURENT. *Principes de Droit civil Français*, t. XV, 3^e éd., p. 560.

romaine n'est pas exacte, parce que l'ignorance consiste dans l'absence de toute notion, tandis que l'erreur suppose une notion fausse.

Le (1) droit romain faisait de l'erreur une cause d'inexistence du contrat. MM. Aubry et Rau, acceptant cette manière de voir, sans aucune distinction, comprennent l'erreur de la même façon (2). Cette solution n'est pas juridique : elle est contraire aux articles 1109 et 1117, qui considèrent l'erreur comme vice ; elle est contraire également à l'opinion de Pothier, qui fait, il est vrai, de l'erreur le vice le plus grave du consentement, en l'assimilant avec le défaut de consentement, mais qui établit une distinction entre l'erreur, qui rend le contrat inexistant et celle qui l'annule seulement. D'autre part, un des rédacteurs du Code civil, Bigot-Préameneu, en reproduisant, dans l'article 1110, le principe posé par Domat dans ses lois civiles, considère l'erreur comme un vice (3).

Le Code civil allemand (4) considère l'erreur comme un défaut d'accord entre la volonté réelle et la volonté déclarée. La loi civile allemande, comme la loi française, fait de l'erreur un vice, qui rend le contrat annulable.

Il résulte de cet exposé que, l'erreur tient à un vice

1. ÉDOUARD CUQ, *op. cit.*, p. 351 et 356, note 7.

2. De même avis, TOULLIER *Droit civil Français*, t. 6, p. 42.

3. F. LAURENT, t. 15, p. 561.

4. SALEILLES, *op. cit.*, p. 12 et suiv.

de liberté psychologique, qui rend l'intelligence impropre à donner un consentement éclairé.

19) L'ERREUR QUI REND LE CONTRAT INEXISTANT. —

Ce genre d'erreur comprend deux cas :

L'erreur sur la nature de la convention ; et l'erreur sur l'identité de l'objet.

Le premier cas se présente dans la pratique lorsqu'une personne veut louer une chose, et que l'autre partie qui contracte avec elle, désire l'acheter ; le second cas se présente lorsque le vendeur d'une maison, par exemple, a entendu vendre telle maison, tandis que l'acheteur a entendu en acheter une autre.

Dans ces deux cas d'erreur, la doctrine est unanime.

Le Code civil allemand considère l'erreur sur l'expression de la volonté comme un cas de nullité de plein droit : on fait, par exemple, une déclaration exprimant tout le contraire de ce qu'on avait en vue.

C'est ici l'application d'un principe général. Pour découvrir d'autres cas, le Code allemand établit une distinction entre la forme et le fond de la volonté. La forme de la volonté, c'est la déclaration faite ; le fond, c'est le contenu, l'objet de la volonté exprimé par la déclaration. Les éléments essentiels du contenu de la volonté rendent le contrat nul de plein droit. Les éléments, qui sont qualifiés essentiels, sont ceux qui sont prévus expressément dans la dé-

claration : identité sur la personne et sur l'objet (1).

Il y a erreur sur l'identité de la personne, quand on adresse la déclaration à une autre personne, que celle à laquelle on croyait s'adresser. Dans ce cas, il n'y a pas de déclaration réelle, la destination étant un élément essentiel de l'offre faite : la déclaration de l'offre est nulle, non pas à cause de l'élément du contenu mais faute de la volonté elle-même. On applique ici purement et simplement le premier principe, à savoir que l'erreur dans l'expression de la volonté rend le contrat inexistant.

Quant à l'autre cas (erreur sur l'identité de l'objet), on fait une distinction entre l'erreur provenant d'une équivoque et l'erreur exempte d'équivoque.

Dans la première hypothèse, l'équivoque d'une offre peut tenir à la façon dont elle est présentée (rédaction d'un acte par exemple) ou à l'erreur. Quand les deux parties se sont trompées sur l'objet de la convention, il n'y a pas de consentement; le contrat est donc nul. Cependant, si l'une des parties, l'acceptant, par exemple, donne son adhésion à l'une des deux choses qui font l'objet de l'offre, les juges ont pouvoir d'apprécier si le contrat a un sens normal, économique, objectif, et indépendant du consentement; si ce sens concorde avec l'adhésion donnée par l'acceptant, et enfin, de valider le contrat

1. SALEILLES, *op. cit.*, p. 14 et suiv.

L'autre partie peut alors attaquer le contrat pour cause d'erreur.

Quand les deux parties se trompent sur l'objet de l'offre, il y a ici, en plus du défaut de consentement, défaut d'entente sur l'identité de l'objet ; car, dans l'équivoque, on ne peut pas préciser le véritable objet de l'offre, l'élément essentiel du contenu de la déclaration. La convention est donc nulle pour deux causes.

Dans le second cas, lorsque les parties se sont trompées sur l'objet sans avoir commis aucune équivoque, le contrat est nul, faute de consentement. Il n'y a alors qu'un seul objet en vue et non pas deux, comme dans le cas d'équivoque. Dans l'équivoque, le défaut de consentement provient de ce fait, qu'on ne peut pas préciser, entre deux choses offertes, l'objet du contrat.

2°) ERREURS QUI RENDENT LE CONTRAT ANNULABLE.—

Deux cas sont ici à prévoir : l'erreur sur la substance de l'objet ; l'erreur sur la personne.

Faisons observer à propos du premier cas que la signification du mot *substance* est controversée.

Il y a des auteurs, qui donnent à ce mot un sens philosophique ; d'autres lui donnent un sens juridique (1). Parmi les premiers, nous trouvons M. Hue ;

1. AUBRY ET RAU. *Droit civil français*, t. 4, p. 296 ; MARCADÉ. *Explication du Code Napoléon*, t. 4, p. 352 ; DEMANTE

c'est lui qui a le mieux exposé la question. Cet auteur fait de la substance un attribut, qui donne à la chose son nom (substantif), et qui la distingue des autres objets. On ne peut pas réduire la substance sans réduire la chose; ou, pour employer la formule de l'auteur, « la substance n'est susceptible ni de plus ni de moins. » Lorsqu'il y a erreur sur la substance, le contrat disparaît *de plano*. L'argument, sur lequel M. Huc s'appuie, est contenu dans l'article 1110 du Code civil, qui parle de substance, mais non pas de qualité. Les exemples que donne l'auteur sont ceux-ci :

J'ai acheté du vinaigre, croyant acheter du vin ;

J'ai acheté une boussole croyant acheter une montre.

La substance n'est pas une qualité; c'est la qualité seule qui est susceptible « de plus ou de moins ». L'erreur sur la qualité ne rend pas le contrat annulable, à moins que la partie n'en ait fait expressément une condition.

Pour mieux faire remarquer la distinction entre la substance et la qualité, M. Huc prend comme exemple le chandelier ancien en or ; la substance, c'est le chandelier ; la qualité c'est l'or, et l'ancienneté.

et COLMET DE SANTERRE, *Cours analytique de Code civil*, t. V, p. 16; THÉOPHILE HUC, *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, t. 7, p. 35 et suiv. LAROMBIÈRE, *op cit.*, p. 49 ; DURANTON, *Cours de droit français*, t. 10, p. 89 et suiv.

S'il a été vendu autre chose qu'un chandelier, le contrat est nul de plein droit ; mais s'il a été vendu un chandelier d'argent, alors que l'amateur voulait acheter un chandelier en or, sans que cette condition fût expressément stipulée dans le contrat, ce dernier est valable, car le vendeur a entendu vendre la substance.

D'après le même auteur, l'erreur sur l'origine d'un tableau, sur l'ancienneté d'un objet d'art, ne rend pas le contrat annulable, parce qu'il s'agit ici des qualités et non pas de la substance. Pour que la qualité annule le contrat, on doit en faire une condition essentielle. M. Huc cite une décision judiciaire en ce sens. (S. 49, 2, 80°).

Laurent (1) et M. Barde font de la substance une qualité essentielle, c'est-à-dire une qualité que les parties ont eu principalement en vue au moment du contrat. Ces auteurs appuient leur opinion, contraire à celle de M. Huc, sur l'autorité de Domat, Pothier, et les rédacteurs du Code, selon lesquels l'erreur sur la substance vicie le consentement.

D'autre part, les jurisconsultes qui ont précédé les auteurs du Code ont fait de l'erreur un vice résidant dans l'intention des parties, tandis que M. Hue et les autres auteurs, qui partagent son opinion, font

1. LAURENT, t. 15, p. 564 et suiv. ; BAUDRY-LACANTINIERIE et L. BARDE. *Traité théorique et pratique de droit civil. Des obligations*, t. 1, p. 86 et suiv.

de cette question d'intention une question de fait se rattachant à la matière de l'objet. En conséquence, le contrat sera vicié, malgré l'intention des parties, si l'erreur s'est produite sur la substance de l'objet.

Laurent (1) cite des décisions qui ont suivi l'opinion de Pothier. Le principe qui domine ici, c'est que la partie n'aurait pas contracté sans avoir égard à la qualité, que l'on appelle substantielle (D. 63. 3. 24 ; — D. 64. 1. 162 ; — D. 49. 2. 67 ; — D. 56. 1. 175 ; — D. 46. 4. 509 ; — D., 57. 2. 110 ; — D., 65. 1. 248 ; — D. 58. 1. 277).

Au point de vue philosophique, M. Huc a raison, car la substance, c'est l'attribut, qui donne le caractère à la chose ; et c'est la matière, qui donne l'existence à l'objet. Mais les jurisconsultes, qui ont été les inspirateurs du Code ne lui donnent pas ce sens. On doit donc interpréter la loi dans le sens que lui donnaient leurs prédécesseurs, qui ont contribué à sa confection. La solution de Laurent et M. Barde est donc des plus juridiques.

Laurent signale quelques décisions selon lesquelles les faux calculs, les fausses espérances ne sont pas des erreurs substantielles (Bruxelles, 1^{er} août 1865, *Pasicrisie*, 1866.2.205 ; Bruxelles, 18 avril 1864, *Pasicrisie*, 1867.2.99).

1. M. PLANIOL cite aussi dans ce sens des décisions récentes : D. 87. 1. 105 ; S. 87. 1. 153 ; D. 1904. 1. 611 ; S. 1902. 1. 137 ; D. 92. 2. 257 ; S. 91. 5. 81, T. II, n° 1053, p. 349.

L'erreur sur la substance s'applique dans tous les contrats. Si l'on n'envisage, dans cette matière, que les contrats synallagmatiques, c'est parce que ces contrats sont plus fréquents. Mais elle s'applique également dans les contrats unilatéraux, dans l'acquiescement, dans les transactions : la loi ne le prohibe pas. (S. 83.1.303 ; S. 63.1.26 ; D. 59.2.147).

L'erreur sur la substance peut être commune aux deux parties ou seulement à l'une d'elles. La loi s'exprime d'une façon générale. D'autre part, le dol et la violence supposent le vice d'une partie seulement, et les articles 1109 et 1117 semblent considérer l'erreur de la même manière que le dol et la violence. Ainsi, quand l'acheteur a été victime d'une erreur et que le vendeur est de bonne foi, l'acheteur peut faire annuler le contrat ; cependant, il doit payer au vendeur des dommages-intérêts. C'est (1) en vertu de l'article 1382 (Fautes délictuelles), que l'acheteur est coupable : il a eu le tort de ne pas demander au vendeur les renseignements nécessaires. M. Barde préfère appliquer la faute contractuelle (*culpa in contrahendo*).

Le Code civil allemand (2) dispose que l'erreur sur la qualité de la chose annule le contrat, même si ces qualités ne sont pas exprimées dans la déclaration. L'erreur s'apprécie d'après les usages. Le

1. COLMET DE SANTERRE, t. V, p. 15.

2. SALEILLES, p. 22 et suiv.

Code civil roumain, qui a été confectionné d'après le Code civil français, reproduit dans son article 954, exactement l'article 1110 du Code civil français. La jurisprudence roumaine s'est prononcée sur ce point dans le même sens que la jurisprudence française (Cas. S. I. N., 164, 1879 ; B. 1879, P. 483).

21) ERREUR SUR LA PERSONNE. — La loi considère cette erreur comme un vice, quand le contrat a eu pour objet principal une personne déterminée. En pareil cas, cette erreur est assimilable à l'erreur sur la substance de la chose (1).

C'est une question de fait, le vice dépendant de l'intention des parties ; mais c'est aussi une question de droit (2), car, dans les contrats à titre gratuit, la personne est toujours prise en considération ; elle joue un rôle important. Dans ces contrats, le vice dépend donc de la nature même du contrat.

Les contrats à titre gratuit, tels que la donation, le contrat de bienfaisance, le colonat, le dépôt, le cautionnement, le mandat gratuit, sont inspirés par des sentiments de confiance, d'amitié, d'affection, pour la personne en considération de laquelle ils sont faits.

Dans les contrats à titre onéreux, avec obligation de livrer, la personne n'est pas prise en considération ; cependant, la loi n'interdit pas l'insertion d'une

1. BAUDRY et BARDE, p. 97.

2. LAURENT, p. 571, 72.

clause de ce genre dans une convention. Les juges se décident d'après les circonstances. Dans les contrats à titre onéreux, contenant l'obligation de faire, la personne est généralement l'objet principal du contrat. S'il s'agit d'un architecte, d'un peintre, le contrat est fait en considération du talent, de la réputation de l'artiste. Les contrats à titre onéreux, de bienfaisance, se font aussi en considération d'une personne déterminée.

Dans le contrat de société, on se préoccupe du talent, de l'expérience, de la situation sociale de l'associé. Dans les sociétés, où la question de personne ne joue pas un rôle important (par exemple une personne considérée comme un bailleur de fonds) ; lorsque l'apport de fonds promis est effectué, le contrat n'est plus annulable.

Le contrat de colonat partiaire est fait en considération de la personne du métayer. On peut étendre cette règle au contrat de bail à ferme, qui est fait en vue de la personne du fermier.

En ce qui concerne les transactions, l'article 2053 semble se référer au second alinéa de l'article 1110. La loi ne le dit pas expressément, mais on doit l'interpréter exceptionnellement dans ce sens, car l'article 1109 énonce une règle générale ; et quand la loi veut faire une exception à une telle règle, elle le dit, comme dans le cas de l'article 2053. En outre, la transaction s'opère généralement en vue de l'ob-

jet et en vue d'obtenir la solution d'affaires difficiles. Il est très rare que la personne soit prise en considération dans les transactions, car généralement les personnes qui transigent entre elles se connaissent, et dans le cas où l'on transigé avec une personne avec laquelle on n'a pas eu de relations juridiques, le contrat est nul, non pas à cause d'une erreur commise, mais à cause du défaut de qualité (1). La transaction est annulable à cause de l'erreur sur la personne, mais seulement dans le cas où la personne a été l'objet principal du contrat. Les auteurs, qui font de l'article 2053 une règle générale, ont donc tort.

Dans le mariage, l'erreur sur la personne physique rend le contrat nul, car c'est la personne qui fait l'objet du contrat. L'erreur sur les qualités de la personne ne vicie le contrat que dans le cas où cette erreur se rapporte à l'ensemble des qualités essentielles de la personnalité. Les qualités morales ou même certaines qualités civiles, professionnelles, ne suffisent pas pour faire vicier le contrat. Toullier (2) soutient que, même dans le cas d'erreur sur une qualité morale ou civile, le contrat de mariage est vicié, quand l'une des parties a dissimulé cette qualité par dol, pourvu toutefois qu'il soit établi que

1. LAROMBIÈRE, p. 46 et suiv.

2. TOULLIER, p. 46 et suiv.

l'autre partie n'aurait pas contracté si elle avait eu connaissances des qualités réelles.

L'erreur sur la qualité de la personne dans les autres contrats n'est pas un vice : la qualité morale et civile d'un peintre importe peu. Larombière fait cependant de cette erreur un vice, surtout dans les transactions. D'après cet auteur, la qualité de père de famille, ou même de parenté quelconque, a une grande valeur dans une transaction.

Dans les cas d'erreur sur la personne, lorsque cette dernière a été de bonne foi, la victime, en demandant l'annulation du contrat, doit payer des dommages-intérêts.

La règle, que nous avons formulée concernant l'erreur sur les qualités de la personne s'applique au cas de reconnaissance d'enfant naturel, d'adoption, aussi bien qu'au mariage.

Les juges apprécient d'après les circonstances ; cependant, lorsqu'ils constatent que dans un contrat la personne est l'objet principal, ils doivent décider la nullité.

L'erreur sur le nom de la personne n'est pas un vice.

Le Code civil allemand (1) décide la nullité du contrat pour cause d'erreur sur les qualités de la personne, même si ces qualités n'ont été énoncées dans la déclaration.

1. SALEILLES, p. 22.

Le Code civil et la jurisprudence roumaine adoptent la même solution que le droit français (art. 954, Code civil roumain, et Cass., S. I. N. 363, 1876 ; B. 1876, p. 481 ; Cass., S. I. N. 164, 1879 ; B. 1879, p. 483).

22) L'ERREUR DE DROIT ET DE FAIT. — Larombière soutient qu'il y a erreur de droit lorsque, dans l'ignorance de la loi, nous commettons un acte préjudiciable, soit en renonçant à un droit que la loi nous donnait, soit en reconnaissant à autrui un droit qu'il n'avait pas. Par exemple, j'admets mon neveu au partage de la succession de l'un de mes neveux, son consin-germain. Quant à l'erreur de fait : c'est, dit-il, le fait de se tromper sur les circonstances purement matérielles de la convention ou de l'acte. Exemple : J'admets ma sœur au partage égal de la succession de mon frère ; plus tard, on découvre un testament qui m'institue héritier (*Théorie et pratique des obligations*, t. I, p. 54).

La majorité des auteurs sont d'avis que l'erreur, soit de droit, soit de fait, vicie le contrat ; ils fondent leur opinion sur les articles 1109 et 1377, qui ne font aucune distinction. Dans l'ancien droit, les jurisconsultes, principalement, d'Aguesseau citaient cette opinion. Larombière signale une décision qui fait cette distinction. C'est un arrêt de la Cour royale de Limoges du 8 décembre 1837 (S. 39. 2. 27 ; — S. 45. 1. 524).

On a soutenu que l'article 1109 doit être rapproché des articles 1356 et 2056 : le droit romain est, en effet, dans le même sens.

Laurent (1) contredit cette affirmation, en soutenant que l'article 1109 applique une règle de droit commun et que les articles 1356 et 2056 prévoient des exceptions. Si l'article 1109 statuait dans le même sens que les articles 1356 et 2056, le législateur n'aurait pas eu besoin de rédiger ces deux derniers articles. Quant à l'adage romain : *Nemini jus ignorare licet*, Laurent réplique à ce sujet, que la règle formulée par cet adage est abrogée par le Code civil, puisqu'il n'en fait pas mention. C'est dans le droit public que cet adage trouve seulement son application, car, dans les matières de droit public, tout vice d'erreur met en péril l'existence de la société. On a objecté que la victime de l'erreur pourrait consulter un homme de loi ; à cette objection, Laurent réplique que l'ignorant ne peut se rendre compte des moyens de cette espèce qui sont à sa disposition.

La jurisprudence, en s'appuyant sur la tradition, est plus rigoureuse pour l'erreur de droit que pour l'erreur de fait ; et cela sans raison, car la loi ne fait aucune distinction (D. 1845. 1. 202 ; Dalloz, *Rép.*, v° *Obligation*, n° 147 ; 2° Dalloz, 1855. 2. 183, p. 582, 583). La jurisprudence décide aussi que l'erreur gros-

1. LAURENT, p. 579, 580.

sière ne rend pas le contrat annulable (D. 1864.2.61). La jurisprudence, en l'espèce, tombe dans une interprétation arbitraire, comme dans le cas précédent, car la loi édicte une règle générale.

D'ailleurs, il semble bien résulter des principes généraux de la matière que l'erreur, comme la crainte et le dol, doit être appréciée selon les circonstances, et que les faibles doivent être protégés. Pour que l'erreur soit un vice, elle doit être certaine, elle doit être la cause déterminante du contrat (1).

L'aveu judiciaire peut être révoqué quand il se rapporte à une erreur de fait, mais non pas quand il s'agit d'une erreur de droit (art. 1356). Cet article comprend aussi l'aveu extra-judiciaire.

Dans les transactions, l'erreur de droit n'est pas un vice. En voici les raisons : En premier lieu, la transaction a pour résultat de prévenir un procès ou de mettre fin à un procès pendant ; il est difficile, si l'on considère le désir de conciliation des parties, de savoir si l'on se trouve en présence d'une erreur de droit. En second lieu on suppose que, les deux parties ne peuvent pas tomber dans l'erreur de droit, car elles se sont rendu compte, avant la transaction, des droits et des conditions que comporte l'obligation. Quelle est donc la nullité de l'article 2054 ? L'article 2052 exclut l'erreur de droit comme vice ; on doit donc

1. TOULLIER, p. 62 et suiv.

interpréter l'article 2054 en ce sens que, la transaction est nulle, quand elle est faite en vertu d'un titre nul de fait. Par exemple un testament révoqué est nul de fait ; un testament vicié, quant à la forme, est nul de droit. Il y a des auteurs qui donnent au mot « titre » le sens d'acte instrumentaire ; mais il y en a d'autres qui lui donnent le sens d'acte juridique. Laurent admet les deux interprétations, parce qu'elles se complètent (Laurent, *op. cit.*, p. 59).

Il ne faut pas confondre l'erreur de droit avec l'erreur sur la doctrine et sur la jurisprudence : cette dernière erreur est acceptée par la jurisprudence avec beaucoup de difficulté.

Au sujet de l'erreur sur la cause du contrat (1), Colmet de Santerre soutient qu'elle rend la convention radicalement nulle et que c'est pour cela que la loi n'en a pas parlé. Duranton est du même avis lorsqu'il affirme que, le contrat est nul, soit pour défaut de cause, soit pour l'erreur sur la cause.

MM. Aubry et Rau observent que, l'erreur sur l'efficacité juridique de la cause rend seulement le contrat annulable : on est obligé, disent-ils, par novation, de payer une dette résultant d'une obligation naturelle, en se croyant obligé juridiquement.

23) ERREURS QUI NE SONT PAS CONSIDÉRÉES COMME EMPORTANT VICE DE CONSENTEMENT. — L'article 1110

1. COLMET DE SANTERRE, t. 5, p. 15 ; DURANTON, *op. cit.*, p. 89 et suiv. ; AUBRY ET RAU, *op. cit.*, p. 295 et suiv.

dispose que, c'est seulement l'erreur sur les qualités substantielles qui rend le contrat annulable ; l'erreur sur la qualité non substantielle n'a donc aucune influence sur la validité du contrat (1). Sur ce point, la jurisprudence n'est pas constante, car elle n'adopte pas toujours le même critérium de distinctions entre les deux espèces de qualités. Larombière, établit à ce sujet une distinction intéressante (*op. cit.* 49). Duranton est également intéressant à consulter sur ce point (*op. cit.*, p. 89 et suiv.). L'erreur sur la valeur de la chose, qui ne doit pas être confondue avec les cas de lésion admis par la loi, n'est pas, en principe, un vice.

L'erreur, sur un point accessoire du contrat, étranger à la détermination de l'objet, ne rend pas le contrat annulable.

L'erreur sur la personne, quand elle n'a pas été prise en considération dans la convention et l'erreur sur les faux calculs, ne sont pas des vices.

34) ERREUR SUR LE MOTIF DU CONTRAT. — M. Planiol définit ainsi le motif : « Le motif du contrat, c'est la raison d'utilité ou d'agrément qui porte chaque partie à se défaire de sa chose ou à en acquérir une nouvelle. Tel est le cas d'un propriétaire qui vend sa maison ou sa voiture parce qu'il se croit

1. BAUDRY ET BARDE, *op. cit.*, p. 97 et suiv.

2. PLANIOL, t. II, n° 1059, p. 350.

obligé de quitter le pays. » La conclusion qui se dégage de cette définition, c'est que le motif n'est pas un vice. M. Planiol cite quelques cas de jurisprudence en ce sens (D. 53.1.134 ; D. 91.1.352 ; S. 91.1.248).

Laurent⁽¹⁾ exprime la même opinion en s'appuyant sur l'article 1110 et sur l'autorité de Pothier et de Bigot-Préameneu. Voici, du reste, son raisonnement : « On ne peut pas faire du motif une condition tacite, parce que les conditions doivent être expresses ; ensuite on ne doit pas tenir compte de l'état d'esprit dans lequel se trouvait chaque partie contractante, car, autrement, toutes les conventions seraient rescindables. » Laurent cite, au sujet de l'erreur sur le motif, certaines décisions (D. 54. 2.213 ; D. 53. 1. 134 ; D. 71, 1. 1644). M. Huc est également d'avis que, la réserve mentale ne constitue pas un vice. Dans l'opinion soutenue par Toullier et MM. Aubry et Rau, que le motif peut constituer un vice, on exige comme condition que le motif soit expliqué, connu.

Le Code civil allemand ⁽²⁾ dispose que l'erreur sur les motifs, non exprimés dans la déclaration de la volonté, ne constitue pas un vice, parce qu'elle ne fait pas partie du contenu de la volonté.

25) LA VIOLENCE. — *Observation.* — La loi et la

1. LAURENT, t. XV, p. 573-574,

2. SALEILLES, p. 22.

doctrine sont presque unanimes pour faire de la violence un vice de consentement. La loi, selon l'interprétation de auteurs, ne s'occupe que de la violence morale. La doctrine fait une exception pour la violence physique. Dans ce cas, elle prétend qu'il n'y a pas de consentement, et que, par conséquent, le contrat est inexistant.

A ce sujet, Marcadé (1) critique l'opinion de Poujol, qui conclut de l'adage romain : *Voluntas coacta non est voluntas*, que, dans le cas de violence, il n'y a pas de consentement. Marcadé démontre que l'adage est cité d'une façon inexacte ; le texte exact de cet adage, dit-il, c'est : *Voluntas coacta est voluntas*. Il s'appuie, en outre, sur le rapport présenté au Tribunal, qui fait de la violence un vice du consentement et, sur l'article 1117, qui décide l'annulation du contrat en cas de violence, et il en conclut que le consentement existe. Au point de vue juridique, Marcadé a raison, car il s'appuie sur des autorités considérables : Pothier, les rédacteurs du Code, et sur le texte de la loi elle-même ; mais, en bonne logique, il a tort.

Toullier (2) et M. Huc partagent l'opinion de Poujol. Toullier, en soutenant l'inexistence du contrat, dit que, lorsque nous cédon à la violence, c'est parce

1. MARCADÉ. *Explication du Code Napoléon*, t. 4, p. 366.

2. TOULLIER, *op. cit.*, p. 82 ; Huc, t. VII, p. 43, 44.

que nous préférons, dans le moment présent, souffrir d'un mal moins grand qu'un autre mal à venir. Nous ne sommes cependant pas libres de notre choix ; en réalité, nous sommes contraints, l'acte que nous accomplissons est contraire à notre volonté. Le consentement n'existe donc pas. M. Huc, en critiquant l'adage romain : *Qui mavult, vult*, affirme que, cet adage est exact, lorsque nous sommes obligés de faire un choix entre deux choses qui nous sont agréables, mais qu'il est faux lorsque nous sommes obligés de choisir entre deux maux.

Le motif que donnent ces auteurs, et qui nous paraît fondé, c'est que, dans la violence morale, il y a des cas où le consentement fait défaut. Ce cas de violence se présente dans l'hypnotisme. Mais nous laisserons de côté l'hypnotisme, car, peut-être, l'assimile-t-on au cas de violence physique. Tenons-nous-en aux cas de violence tels que les sévices ou la crainte. Il n'est pas toujours nécessaire de forcer la main d'une personne pour la faire signer ; on peut l'amener par de mauvais traitements, par la peur, à accomplir malgré elle un acte dont elle ne se rend même pas compte. La crainte, les émotions violentes troublent l'intelligence, suppriment la volonté. Il nous paraît superflu d'entrer à ce sujet dans des détails psychologiques, car nous n'avons fait qu'énoncer une vérité banale que personne ne songe à contester.

La loi est indulgente pour les ivrognes, les fous, en considérant comme inexistantes les contrats conclus par eux. A notre avis, la crainte annihile la volonté, l'intelligence autant que l'ivrognerie ou la folie. Le fou a sa logique, sa volonté. Entre lui et l'homme sain d'esprit il y a cette différence que, le fou part d'un principe faux, de prémisses fausses, pour aboutir à des conclusions également fausses, mais qui découlent logiquement des prémisses. Le fou n'est pas privé d'intelligence ; autrement, il serait idiot ; il a une volonté, parce qu'il n'est pas atteint de la maladie que l'on appelle en psychologie : l'« aboulie » (1). Mais on dit que, le consentement de l'ivrogne, du fou, est nul parce que leur intelligence est troublée. Ceci est vrai. Admettons ce raisonnement, et revenons au cas de violence. Assurément, la crainte ne supprime pas les facultés intellectuelles de la victime ; elle est cependant une cause certaine de troubles. Pourquoi donc la loi et la doctrine traitent-elles les fous et les ivrognes d'une autre façon que la personne victime d'une violence de cette espèce ?

Alors même que la crainte inspirée n'est pas très grande, et que la victime est seulement hésitante, qu'elle ait encore une certaine volonté ; alors même qu'elle peut dédaigner le mal dont elle est menacée,

1. TH. RIBOT. *Les maladies de la volonté*, p. 38 et suiv

il n'y a pas, à notre avis, de consentement : lorsque la victime accepte le contrat qui lui est ainsi imposé, ce n'est pas sa volonté, qui se manifeste dans le prétendu consentement, c'est la volonté de celui qui a exercé la contrainte. C'est ce dernier qui prend une décision et qui l'impose à sa victime. Où est donc ici la volonté de la victime, où est son consentement ? Dans un contrat librement consenti, deux volontés au moins doivent se rencontrer et se trouver d'accord. Or, nous n'apercevons ici que la volonté de celui qui exerce la contrainte.

Il se passe ici ce qui se passe dans la condition purement potestative où, le contrat dépend seulement de la volonté d'une partie ; avec cette différence cependant, c'est que dans la condition purement potestative, il n'y a pas de violence, et l'obligation n'a pas encore pris naissance ; cette obligation dépend de la volonté du créancier. Il résulte donc de ce rapprochement que nous venons de faire, entre la violence morale et la condition purement potestative, que la loi et la doctrine sont en désaccord ; et ce désaccord est d'autant plus grand que la loi et la doctrine décident la nullité de plein droit du contrat soumis à la condition purement potestative (art. 1174), tandis que le contrat entaché de vice de violence, même avec des circonstances aggravantes, est seulement susceptible d'annulation.

26) *Définition de la violence.* — « C'est le fait d'ins-

pirer à une personne la crainte d'un mal considérable pour elle ou pour un de ses proches » (1) (articles 1112 et 1113). La loi française parle de la violence, c'est-à-dire du moyen, de la cause ; le droit romain parlait de la crainte (*metus*), c'est-à-dire de l'effet psychique. Pour bien préciser le vice de violence, il faut tenir compte des deux termes du vice.

La violence peut se manifester sous deux formes : sous la forme physique (mauvais traitements (2) emploi de la force), que nous qualifions ainsi parce qu'elle s'exerce sur la personne physique ; — et la forme morale (menaces ayant pour but de provoquer la crainte, l'intimidation). La loi ne parle pas ici de la violence aveugle, inintelligente (3) ; elle parle seulement de la violence morale, qui suppose chez son auteur l'intention d'extorquer le consentement.

La violence doit être la cause directe du contrat. Au sujet de cette condition, M. Huc (4) observe que, l'on ne doit pas confondre la violence avec l'absence de cause : on signe un billet parce qu'on y est obligé par la violence ; dans ce cas l'action peut être fondée sur l'emploi de la violence ou sur la nullité pour défaut de cause. Mais, on ne peut pas toujours faire

1. PLANIOL, *op. cit.*, n° 1070, p. 354.

2. BAUDRY-LACANTINERIE ET L. BARDE, *op. cit.*, p. 100 et suiv.

3. LAROMBIÈRE, *op. cit.*, p. 62 et suiv.

4. HUC, *op. cit.*, p. 43-44.

la preuve de la violence ; l'action peut aussi être éteinte par la prescription ; dans ces deux cas, il est préférable d'intenter l'action pour défaut de cause.

Nous trouvons encore ici une observation de Duranton (1) : Dans le cas de violence exercée sur une chose au préjudice de son propriétaire, celui-ci peut la revendiquer sans intenter l'action en rescision.

Le Code civil allemand ne parle aussi que de la violence morale (2) : la menace. La violence doit être la cause directe de la déclaration de volonté, elle doit aussi remplir cette condition : elle doit consister en actes illicites accomplis en vue de déterminer des actes juridiques. Sur cette question de la violence, le Code roumain adopte le système du Code français (art. 955 et 956, Code civil roumain).

27) CARACTÈRES. — La loi décide que la violence existe « lorsqu'elle est de nature à faire impression sur une personne raisonnable (art. 1112). » Le Code civil français a plus d'égards pour les faiblesses humaines que le droit romain, qui exigeait que la violence fût de nature à inspirer la crainte aux hommes les plus courageux (qui in hominem constantissimum cadat).

Mais le premier alinéa de notre article n'a pas paru suffisant au législateur de 1804, parce qu'il ne fait que

1. DURANTON, *op. cit.*, p. 131.

2. SALEILLES, *op. cit.*, p. 56 et suiv.

poser un principe énoncé au moyen d'une formule abstraite. Le second alinéa a pour objet de compléter le premier et il détermine certaines conditions matérielles, concrètes : l'âge, le sexe, la condition des personnes ; et il résulte de l'esprit dans lequel a été conçu cet alinéa, que les juges sont obligés, dans leur appréciation des faits, de tenir compte de la situation particulière de la victime ; s'agit-il d'un enfant, d'une femme, d'un vieillard ? quelle est l'éducation reçue, le tempérament ? Ce sont là autant d'éléments d'appréciation, qui s'imposent à leur examen. En un mot, les faibles, les êtres craintifs doivent être protégés.

D'après M. Barde (1), le second alinéa de notre article serait assez illogique en raison du principe posé dans le premier. C'est aussi l'avis de Colmet de Santerre. Cet auteur dit que, le législateur a fixé dans le premier alinéa une ligne au-dessus de laquelle on ne peut pas passer, et dans le second une ligne au-dessous de laquelle on ne peut pas descendre. M. Barde explique cette disposition illogique par la suppression, que les rédacteurs du Code ont faite du passage intermédiaire des obligations de Pothier.

La violence doit inspirer à la victime la crainte d'exposer sa personne ou sa fortune à un mal considérable et présent (art. 1142). Par l'expression de « mal considérable » (2) la loi entend désigner un mal d'une

1. BAUDRY-LACANTINERIE et L. BARDE, *op. cit.*, p. 110.

2. LAROMBIÈRE, *op. cit.*, p. 70 et suiv.

certaine gravité ; il faut que l'impression ne soit pas équivoque, il faut qu'elle soit profonde et déterminante. Les juges apprécient la gravité du mal selon les circonstances, selon la condition de la personne. Et lorsque les moyens d'intimidation ne sont pas suffisants pour la détermination de la violence, les juges peuvent les considérer comme dols, ou comme conditions illicites.

La formule « exposer sa personne ou sa fortune » doit être interprétée en ce sens, qu'il s'agit (1) de la personne physique et morale, comme, par exemple, l'honneur auquel il peut être porté atteinte, etc... En ce qui concerne la menace, qui vise la fortune, M. Planiol fait une exception (2) : « Les contrats imposés aux patrons à la suite de grèves qui sont pour eux une menace de ruine, ne sont pas considérés comme conclus sous l'empire de la violence. » M. Planiol cite une décision, en ce sens, de la Cour de Bastia (D. 93.2.359), et un jugement du tribunal de commerce de Tours (*Gazette des tribunaux*, 20 août 1904).

On entend par « mal présent » une crainte actuelle, car le mal ne doit arriver que plus tard, prochainement en tout cas, car la crainte d'un mal éloigné n'est pas une violence.

Colmet de Santerre (3) donne à l'expression de

1. BAUDRY-LACANTINERIE et L. BARDE, *op. cit.*, p. 110.

2. PLANIOL, *op. cit.*, p. 354, n° 1072.

3. COLMET DE SANTERRE, *op. cit.*, p. 110.

« mal présent » la signification de mal inévitable ; et Laurent (1), en interprétant la loi romaine (*Metum, presentem, non suspicionem inferrendi ejus*), et le n° 25 des *Obligations* de Pothier lui donne le sens de mal certain.

L'article 1113 considère la menace comme une violence, non seulement lorsqu'elle a été exercée sur la partie contractante, mais encore lorsqu'elle l'a été sur l'époux, l'épouse, les descendants ou les ascendants. Cet article s'applique aussi à la filiation naturelle ou adoptive, car les termes de la loi sont généraux ; l'enfant naturel reconnu et l'enfant adoptif sont, de la part de leurs parents, l'objet de la même affection que s'ils étaient enfants légitimes (2).

Plusieurs opinions ont été exprimées sur la portée de l'article 1113. D'après Colmet de Santerre, la violence exercée sur un étranger est un vice au même titre que la violence exercée sur un époux, sur un descendant ou un ascendant de la victime ; la loi n'a pas voulu, en effet, limiter le nombre des proches, elle n'a pas voulu formuler une règle égoïste.

Laurent (3) soutient, au contraire, que l'article 1113 est limitatif, que la violence exercée sur une personne étrangère ne peut influencer la liberté de la victime.

1. LAURENT, *op. cit.*, p. 587-588, n° 512.

2. LAROMBIÈRE, *op. cit.*, p. 77 ; BAUDRY-LACANTINIERE ET BARDE, p. 128 ; PLANIOL, t. II, p. 355.

3. Du même avis que LAURENT sont PLANIOL ET HUG.

Il invoque la lettre de l'article 1113, et s'appuie sur les explications fournies par le rapporteur du tribuna.

Marcadé, Larombière et Barde interprètent les termes restrictifs de cet article en disant que l'on suppose quant à la victime, l'épouse, les descendants et les ascendants, que le lien de parenté est tellement étroit que la menace dirigée contre ces personnes doit produire la même impression que si elle avait été dirigée sur la victime même. Il y a là une présomption légale d'affection. Pour les autres personnes, cette présomption légale n'existe pas, cette affection doit par conséquent être prouvée.

M. Barde exprime une opinion contraire à celle de Laurent en invoquant un argument de moralité : la loi, dit-il, ne doit pas favoriser les sentiments d'égoïsme ; il invoque également un argument juridique : l'ordre légal des successions où la présomption d'affection joue un rôle principal, le frère et la sœur sont ici préférés aux ascendants autres que le père et la mère. Et M. Barde se demande pourquoi, dans la violence, le bisaïeul, par exemple, est traité comme un parent plus proche que le frère et la sœur. Il cite encore à l'appui de son opinion ces paroles du tribun Favart : « Les maux de l'un sont les maux de tous les autres », et il en conclut que l'article 1113 donne à comprendre que, la loi s'applique aussi aux autres personnes dans certaines circonstances ; il invoque enfin l'autorité de Domat et de Pothier qui,

sur ce point, manifestent des vues plus larges, plus humaines.

28) DES CAS OU LA VIOLENCE EST PERMISE. — Généralement (1) la violence est une voie de fait, injuste (contraire à la justice) ou, comme disaient les Romains, *adversus bonos mores*. Cette voie de fait trouble le droit ; c'est pour ce motif que la violence rend le contrat annulable. Mais il y a souvent aussi des cas où la violence est juste ; dans ce cas-là, elle devient une voie de droit. C'est ce qui arrive dans l'exécution des obligations : presque toujours, le créancier doit contraindre son débiteur afin que celui-ci exécute ses engagements. C'est pourquoi Pothier disait que les voies de droit ne peuvent jamais passer pour une violence injuste. Nous dirons, pour emprunter l'expression de M. Barde (2) : « La menace de recourir à l'exercice d'une voie légale, notamment d'une voie d'exécution, soit sur la personne, soit sur les biens, ne vicie pas le consentement » : c'est une menace licite.

Cependant, on ne doit pas en abuser, par exemple obliger le débiteur, par des menaces excessives, à contracter des engagements étrangers à la dette, ou à augmenter sa dette ; en pareil cas, la voie de droit est détournée de son but et devient

1. LAURENT, *op. cit.*, p. 590-591.

2. BAUDRY-LACANTINERIE ET BARDE, *op. cit.*, p. 116.

voie de fait. M. Planiol (1) cite à ce sujet de très intéressantes décisions : pour la voie de droit (D. 79. 1. 158 ; S. 79. 1. 273 ; pour abus de droit : D. 79. 1. 445 ; S. 80. 1. 62).

Sous le régime de la contrainte par corps, on faisait application des mêmes principes. Larombière (2) recueille cette distinction dans l'ancienne jurisprudence : lorsqu'un débiteur emprisonné avait passé un acte susceptible d'être attaqué comme entaché de lésion, cet acte était valable, s'il avait été fait alors que, le débiteur était en liberté ; dans le cas contraire, il était annulable. Larombière n'approuve pas cette distinction, parce qu'elle aboutit à un mélange confus de violence et de lésion. Cet auteur propose une autre distinction que voici : supposons un débiteur, qui prend l'initiative d'une convention sans aucune intervention de la part du créancier ; dans ce cas-là, la convention est valable, même s'il y a lésion ; si, au contraire, c'est le créancier qui a pris l'initiative de l'acte, il est annulable, car le créancier abuse de son droit.

Le dépôt (3) d'une plainte, la dénonciation d'un crime ne constituent pas des actes de violence ; au contraire, le chantage rend l'obligation annulable. La jurisprudence décide que la menace d'une pour-

1. PLANIOL, *op. cit.*, p. 355-356, n° 1074.

2. LAROMBIÈRE, *op. cit.*, p. 71, 72.

3. BAUDRY-LACANTINERIE et L. BARDE, *op. cit.*, p. 116 et s.

suite correctionnelle ne rend pas le contrat susceptible d'annulation, à moins que le créancier n'ait eu recours à des manœuvres ayant pour but d'induire le débiteur en erreur. La même solution s'applique à celui qui a contracté l'engagement de payer une marchandise détournée d'une faillite afin de ne pas être poursuivi pour recel.

Sont annulables : l'engagement pris, sous l'influence d'une menace de poursuites criminelles, cette menace constituant un moyen d'intimidation ; — l'engagement pris par l'employé de ne pas travailler dans des maisons similaires sous la menace de poursuites à raison de détournements commis par lui ; — l'engagement pris par la victime d'un sinistre, d'un incendie, envers une compagnie d'assurance, de renoncer à l'indemnité due par la compagnie, sous la menace de poursuites, qui seraient exercées contre le père du renonçant. Même solution dans le cas d'adultère.

Sur ce dernier cas, Larombière et Duranton (1) soutiennent une thèse contraire. D'après ces auteurs, l'engagement serait valable, à moins que l'auteur du délit n'ait été exploité par la crainte. Mais même dans ce cas-là, ces auteurs admettent que l'obligation est valable pour la part qui n'excède pas le préjudice, et réductible pour le surplus.

1. DURANTON, t. X, n° 141 ; LAROMBIÈRE, *op. cit.*, p. 74.

Le fait de surprendre le coupable en flagrant délit inspire à Laurent (1) la distinction suivante : si l'on exploite le coupable en composant avec lui au sujet de la poursuite criminelle, la convention est annulable ; si l'on n'exploite, au contraire, que le préjudice causé, la convention est valable ; dans le premier cas, en effet, la convention est fondée sur une cause illicite ; dans le second cas, il n'y a en jeu qu'un intérêt privé sur lequel on peut transiger.

Dans le Code civil allemand (2), la menace légitime ne constitue pas une violence, à moins que l'auteur ne poursuive un but illégal, illégitime, immoral. Par exemple, je menace mon débiteur, afin qu'il ne consente des intérêts usuraires.

29) LA CRAINTE RÉVÉRENTIELLE. — La menace juste est une violence licite selon la tradition, selon les principes généraux ; la crainte révérentielle est une violence permise par l'article 114. Pothier (3) conçoit ainsi la crainte révérentielle : c'est, dit-il, la crainte de déplaire aux personnes que l'on respecte par affection et par devoir. Cette violence (4) est tolérée par la loi ; car elle trouve son fondement dans les sentiments de respect, de tendresse, de soumission, sentiments qui fortifient l'autorité paternelle et doivent

1. LAURENT, *op. cit.*, p. 591, 592.

2. SALEILLES, p. 56-57.

3. POTHIER, *Oblig.*, n° 25.

4. LAURENT, p. 590, n° 514, t. 15.

être encouragés. M. Huc (1), tout en critiquant les auteurs, qui soutiennent cette opinion, donne à cette violence, autorisée par la loi, un autre fondement : la confiance.

Le législateur devrait bien supprimer cette forme permise de violence qui constitue pour les juges une si grande difficulté d'appréciation des faits, lorsqu'ils sont obligés de démêler dans une convention les actes de crainte révérentielle et les actes dus à la violence illicite. D'ailleurs (2), dans la pratique, les parents sont souvent indignes de ce privilège. Le législateur tombe d'ailleurs dans de singulières contradictions. Alors que, d'une part, il se montre si méfiant en matière de tutelle, de reddition de comptes, lorsque la tutelle a pris fin (art. 469 et 472, Code civil); il nous paraît montrer une confiance excessive à l'égard des mêmes personnes à l'occasion d'autres relations juridiques.

Pothier (3) et la majorité des auteurs modernes interprètent l'article 1114 dans un sens large ; d'après cette interprétation, cet article s'applique à toute personne exerçant une certaine autorité, à tout supérieur dans ses rapports avec son inférieur ; mais

1. HUC, p. 50, t. 7.

2. DALLOZ, au mot *Obligation*, n° 188.

3. LAURENT, t. 15, p. 590-591, n° 514 ; LAROMBIÈRE, p. 74 et suiv. ; BAUDRY-LACANTINERIE et L. BARDE, p. 120 ; MARCADÉ, p. 373 ; en sens contraire : PLANIOL, n° 1074, p. 355.

si la loi fait ici mention des ascendants seulement, c'est parce qu'elle prend comme exemple les cas les plus fréquents dans la pratique.

Les sentiments sur lesquels s'appuie la crainte révérentielle sont du domaine de la morale : c'est pourquoi la loi considère cette espèce de crainte comme une circonstance aggravante plutôt que comme un vice. Le juge doit, en conséquence, se montrer particulièrement sévère et annuler le contrat, lorsque la crainte révérentielle est accompagnée de violences insuffisantes par elles-mêmes pour constituer un vice.

30) VIOLENCE SUBIE A L'OCCASION D'UN PÉRIL FORTUIT.
— La loi parle de la violence, cause directe du contrat. Lorsque la victime se soumet à la violence afin d'échapper à un péril ; par exemple si elle promet une somme d'argent pour échapper à des brigands, le contrat est valable. Le droit moderne a emprunté cette solution au droit romain. Pothier admet en partie la solution du droit romain en soutenant que, dans le cas où la promesse est excessive, on peut la réduire à la valeur, équitablement appréciée, de la récompense due pour le service rendu.

M. Planiol (1) se range à l'opinion de Pothier ; principalement dans le cas d'assistance prêtée à un navire en péril ; en de semblables circonstances

1. PLANIOL, t. II, n° 1076, p. 356.

« quelquefois les capitaines (de navires) arrivent, dans leurs prétentions, à une véritable spoliation. » Et à cette occasion l'éminent professeur cite un arrêt dont nous ferons remarquer l'importance (D. 88. 1. 263 ; S. 87. 1. 372).

M. Barde (1) combat l'opinion de Pothier (2), en raison du silence de la loi sur cette question de la réduction. Pothier, en soutenant cette opinion, donne de la loi une interprétation par trop extensive, en lui faisant dire ce qu'elle n'a pas dit : si en effet, on admet la réduction, c'est qu'on estime qu'il y a eu lésion ; et nous savons que la rescision pour cause de lésion n'est admise que dans certains cas exceptionnels.

De quelle nature est donc l'action que peut exercer celui qui a sauvé la victime ? M. Baudry-Lacantinerie (3) et Marcadé soutiennent, qu'il peut exercer l'action de gestion d'affaires ; Colmet de Santerre (4) prétend, au contraire, qu'il n'a aucune action ; d'après cet auteur, il ne s'agirait ici que d'une obligation morale, conséquence de l'exercice d'un devoir moral : le devoir de se dévouer pour ses semblables,

1. BAUDRY-LACANTINERIE et L. BARDE, p. 112 ; dans ce sens LAURENT, t. 15, n° 519, p. 596.

2. POTHIER, *Oblig.*, n° 24.

3. BAUDRY-LACANTINERIE. *Droit civil*, t. II, p. 564, n° 806 et MARCADÉ, t. IV, n° II, p. 356.

4. COLMET DE SANTERRE, *op. cit.*, p. 24.

qui n'est pas sanctionné par la loi et dont la justice doit se désintéresser. D'après M. Demolombe (1), la victime aurait une action fondée sur l'article 1382 ; on appliquerait ici la théorie de la *culpa in contrahendo*. M. Barde s'est opposé à l'action de la gestion d'affaires ; dans une semblable hypothèse, dit cet auteur, il s'agit d'une rémunération affectant le caractère d'une réparation pécuniaire, tandis que, dans la gestion d'affaires, il s'agit de dépenses utiles, nécessaires. Et M. Barde, pour combattre l'opinion de Demolombe, déclare qu'on ne peut invoquer ici l'article 1382, ni appliquer la théorie de la *culpa in contrahendo*, car la victime qui s'est engagée n'a pu donner un consentement libre. Il conclut, en commentant l'opinion de Colmet de Santerre, qu'on n'a pas pu, jusqu'à présent, préciser la véritable nature de cette action.

M. Huc (2) se range à l'opinion de Colmet de Santerre, en faisant toutefois une exception pour l'assistance maritime. D'après M. Huc, un pareil contrat est conforme aux principes du droit, puisque la loi ne le prohibe pas ; et il combat l'opinion d'après laquelle des tribunaux auraient la faculté de réduire les engagements pris, parce que la convention, dit-il, « tient lieu de loi entre les parties » (art. 1134). Cet auteur estime que la justice excède de ses pouvoirs lors

1. DEMOLOMBE, t. 24, p. 137, n^{os} 150, 151.

2. HUC, t. 7, p. 46.

qu'elle annule, en vertu des articles 1109 et 1112, l'engagement souscrit par un capitaine obligé de subir, sous la pression d'une nécessité impérieuse, les conditions mises par le capitaine d'un remorqueur « au concours de son bâtiment dans les opérations de sauvetage », car on ne saurait assimiler le vice de contrainte personnelle à la violence subie à l'occasion d'un péril imprévu ; d'ailleurs, la loi a pris soin de prévoir et de réglementer les cas de rescision pour cause d'engagements excessifs (D. 88.1.263 ; S. 71, 2.134).

Les commentateurs du Code civil allemand (1) admettent que, le fait de profiter de l'état psychologique provoqué par quelqu'un ne constitue pas une violence. C'est le cas de la violence exercée à l'occasion d'un péril fortuit. Cependant, lorsque l'engagement n'a pas été pris spontanément, lorsque c'est le bénéficiaire qui a posé à la victime les conditions, cette circonstance constitue une violence. Ce vice est cependant d'une nature particulière, car l'engagement pris est nul, non pas en vertu de la violence proprement dite, mais en vertu des conditions excessives dans lesquelles l'engagement a été pris. Et la sanction est différente de celle qui s'applique au cas de violence : dans ce cas, en effet, le contrat est annulable ; dans l'autre hypo-

1. SALEILLES, *op. cit.*, p. 59 et suiv.

thèse, l'engagement pris est nul à cause des conditions excessives.

31) VIOLENCE EXERCÉE PAR UN TIERS. — La violence exercée par un tiers constitue un vice (1). Le contrat est annulable, par application de l'article 1111. C'est la solution du droit romain et de la tradition juridique représentée par Domat et Pothier. En voici les motifs : — L'auteur (2) de la violence est généralement insolvable ou inconnu ; et la violence de cette espèce est une atteinte portée à l'ordre public. La violence est un vice, même quand elle ne constitue pas un crime ou un délit.

Les cours et tribunaux apprécient souverainement la question de fait, qui échappe à la compétence de la Cour suprême. Un créancier, par exemple, a-t-il fait un usage abusif des moyens de droit ? L'appréciation de l'usage fait de ces moyens au point de vue exclusivement juridique rentre dans la compétence de la Cour de cassation.

Les cours et tribunaux ont le même pouvoir d'examen, en ce qui concerne les faits constitutifs de la violence ; ils peuvent se demander, s'ils sont suffisamment caractéristiques, et, dans le cas où le caractère de violence ne leur paraîtrait pas suffisamment établi, si ces faits ne constituent pas des

1. PLANIOL, t. II, p. 356, n° 1075 ; LAURENT, t. 15, p. 595, 596, n° 518.

2. BAUDRY-LACANTINERIE et L. BARDE, t. 1, p. 130 et suiv.

manœuvres dolosives ou s'il ne s'en dégage pas une absence de cause.

La violence peut être prouvée par des témoignages et des présomptions, car on peut dire que la violence exercée dans le but d'extorquer le consentement est un dol, que la violence est un délit et que par conséquent on n'a pas eu la possibilité de se procurer un acte écrit.

L'action intentée à raison de la violence est une action *concepta in re* (1), c'est-à-dire qu'il n'est pas nécessaire de faire connaître l'auteur de la violence, car il s'agit seulement d'un acte entaché de violence. La sanction de la violence et le délai pour intenter l'action sont prévus par les articles 1113, 1114 et 1115. Le Code et la jurisprudence roumains ont adopté la même solution : article 959 (Code civil roumain et Cassation : S. I. N. 201, 1888 ; — B. 1880, p. 700).

32) DU DOL. — *Observation.* — La majorité des auteurs font du dol un cas d'erreur particulière. Ce qui caractérise le dol, c'est l'intention de tromper, d'égarer l'opinion de la victime. Le dol s'analyse donc en deux catégories de faits bien distincts : phénomènes internes d'une part, manœuvres extérieures d'autre part. Il faut envisager le dol au point de vue des phénomènes psychologiques, qui lui donnent naissance

1. Huc, t. 7, p. 46 et suiv.

et au point de vue des manœuvres, employées pour y parvenir, telles que les artifices, le mensonge. Il est le produit d'un travail psychologique et de manœuvres extérieures, qui sont la cause déterminante de l'acte dolosif.

La cause (1) fait du dol une erreur accompagnée de circonstances aggravantes. Ce sont les manœuvres, qui constituent les circonstances aggravantes, et la preuve est que, la doctrine n'accepte le dol, sans préjudice de la possibilité de faire annuler le contrat et d'obtenir des dommages-intérêts ; que l'erreur sur les motifs est, en matière de dol, une cause de nullité du contrat, et enfin que les réticences accompagnées de manœuvres constituent un vice.

Si l'on admet ce principe il faut, pour être logique, en pousser les conséquences jusqu'au bout. Par conséquent, lorsque l'auteur du dol provoque dans l'esprit de la victime l'erreur sur la nature de la convention, ou sur l'identité de l'objet, comme il n'y a pas de sanction plus forte : la convention devrait être nulle de plein droit, comme dans l'erreur proprement dite.

Nous savons que l'erreur sur la substance de l'objet, et sur la personne, — dans des contrats *intuitu personæ*, — est sanctionnée, dans les cas ordinaires, par la nullité relative du contrat. Il nous semble,

1. TOULLIER, t. 6, p. 89 ; HUC, t. 7, p. 61 ; LAROMBIÈRE, t. 1, p. 41.

cependant, que, dans le dol, la sanction devrait être plus sévère, car il s'agit ici de circonstances aggravantes : cette sanction devrait consister dans l'inexistence du contrat.

Et enfin lorsque l'erreur n'est pas de nature à influencer la validité du contrat, par exemple l'erreur sur une qualité non substantielle, et sur la personne ; la loi et la doctrine devraient, selon nous, admettre d'une façon générale une sanction consistant dans la possibilité de faire annuler le contrat, ainsi que la doctrine l'admet, d'ailleurs, pour le dol, portant sur les motifs du contrat.

Certains auteurs (1) combattent l'opinion d'après laquelle pourrait être annulé le contrat entaché d'un dol portant sur les qualités non substantielles ; ces auteurs invoquent cette disposition de l'article 1116 : « ...lorsque les manœuvres pratiquées par l'une des parties sont telles qu'il est évident que, sans ces manœuvres, l'autre partie n'aurait pas contracté. »

Dans cette opinion, on rapproche, pour apprécier l'intention des parties, l'article 1110 du premier alinéa de l'article 1116. Mais ce rapprochement est impossible, car le dol est un vice distinct de l'erreur ; sur ce point, la doctrine est unanime, et même la loi a consacré cette solution. Or, les dispositions relatives au dol doivent être interprétées d'une façon spé-

1. PLANIOL, t. II, n° 1066, p. 353 ; BAUDRY-LACANTINERIE ET L. BARDE, t. I, p. 134-135.

ciale; et comme la loi est conçue dans des termes généraux sans aucune allusion à la qualité substantielle, on doit conclure que, dans cette hypothèse, l'intention des parties est plus libre que dans l'erreur proprement dite. D'ailleurs, la disposition de l'article 1116 est en parfaite harmonie avec les circonstances aggravantes du dol.

La loi et la doctrine sanctionnent, dans tous les cas, les conséquences du dol au moyen de l'annulation du contrat. Cependant, dans le cas de dol commis par un étranger au contrat, la doctrine fait une exception : si l'étranger qui a trompé a réussi à induire la victime en erreur, celle-ci peut intenter contre la partie qui est de bonne foi l'action basée sur l'erreur; *a contrario*, la doctrine donne à entendre que, dans le cas où le dol provient de l'une des parties contractantes, la victime ne peut exercer l'action de l'erreur.

On peut conclure de ce principe que la doctrine sanctionne tous les cas de dol en considérant le contrat comme annulable; or, dans l'erreur, il y a des cas où le contrat est inexistant, nous estimons que, même dans le cas où le dol a été commis par une partie contractante, la solution logique que l'on devrait admettre c'est que l'action basée sur l'erreur devrait pouvoir être intentée, car l'erreur existe toujours. On ne peut pas concevoir (1) le dol sans l'erreur, car dès

1. LAURENT, t. XV, n° 522, p. 598.

qu'une personne s'aperçoit qu'elle a été trompée, elle ne peut plus se plaindre d'un dol car, en réalité, il n'y a plus de dol après la découverte de la vérité. Mais si cette personne préfère toujours l'action de dol, c'est que la preuve est plus facile, et c'est aussi parce qu'elle peut donner lieu à l'allocation de dommages-intérêts.

33) DÉFINITION DU DOL. — Pothier (1) définit le dol : « toute espèce d'artifice dont quelqu'un se sert pour en tromper un autre. »

Selon M. Planiol (2), le dol consiste dans « toutes tromperies commises dans la conclusion des actes juridiques ». Citons encore la définition de M. Barde (3) : « Manœuvres employées pour faire naître dans l'esprit d'une partie l'erreur pour la déterminer à consentir. » En analysant l'acte dolosif, on distingue, comme nous l'avons déjà remarqué tout à l'heure, l'erreur et les faits qui provoquent cet effet psychologique.

Larombière (4) donne une liste complète des faits constitutifs du dol : manœuvres, ruses, fourberies, captations, finesses, artifices., etc., tous actes accomplis dans une mauvaise intention, c'est-à-dire avec

1. POTHIER, *Oblig.*, p. 17.

2. PLANIOL, t. II, n° 1060, p. 350.

3. BAUDRY-LACANTINIERE ET L. BARDE, t. I, p. 131.

4. LAROMBIÈRE, t. I, p. 78 et suiv.

l'intention préméditée d'abuser d'autrui, de surprendre la confiance.

L'article 1116 parle des manœuvres, c'est-à-dire des faits matériels, mais à l'exception de MM. Aubry et Rau les jurisconsultes du droit civil sont d'accord pour faire du simple mensonge un dol (4). MM. Aubry et Rau soutiennent une opinion d'après laquelle le mensonge, pour constituer le dol, doit consister dans des affirmations précises ayant pour conséquence la tromperie.

En général, la réticence n'est pas un dol, sauf dans les cas prévus par les articles 1641 et 1648 (Code civil) ; mais quand elle est accompagnée de manœuvres, elle devient un vice ; par exemple, la réticence du prodigue accompagnée de manœuvres ayant pour but de faire croire qu'il est capable de contracter.

Le dol implique la mauvaise intention : ainsi, la déclaration mensongère de l'assuré concernant la matière qui fait l'objet du contrat, n'est pas un dol si elle n'a pas été faite dans l'intention d'exagérer les faits d'une façon excessive ; la même solution s'applique aux officiers ministériels qui, dans les ventes aux enchères, manœuvrent de façon à faire attribuer aux choses mises en vente une valeur excessive.

34) DIVISIONS DU DOL. — Il y a plusieurs espèces

1. PLANIOL, t. II, n° 1061, p. 351 ; DEMOLOMBE, t. 24, n° 172 ; AUBRY ET RAU, t. IV, p. 302.

de dols : le dol principal, que l'on oppose au dol incident, et le dol positif que l'on oppose au dol négatif. Larombière propose encore une autre division complémentaire ; il distingue le dol civil du dol pénal ; ce dernier genre de dol est, dit-il, plus dangereux que le premier, car il met en péril l'ordre public. MM. Huc (1) et Barde contestent le système de Larombière en soutenant qu'il n'y a qu'un seul dol, car, dans tous les cas, la personne qui trompe ne cherche que son intérêt personnel.

Les délits tels que l'escroquerie, l'abus de confiance, etc., sont des matières de droit criminel dont nous n'avons pas à nous occuper.

Marcadé (2), en traitant de la nature du dol, le considère comme un vice relatif. L'emploi de tout artifice a, dit-il, pour résultat d'induire la victime en erreur et de rendre le contrat annulable, non pas par application de l'article 1116, mais par application de l'article 1110 du Code civil. La loi, dit Marcadé, n'a fait du dol un vice que dans les espèces où la validité du contrat ne peut être mise en cause, comme dans le cas de dol portant sur la qualité non substantielle de la chose. Dans ce dernier cas, le contrat demeure valable en principe ; mais bien que le contrat ne soit pas vicié, l'auteur du dol a causé préju-

1. HUC, t. VII, p. 53.

2. MARCADÉ, t. IV, p. 376.

dice et, conformément aux articles 1382 et 1383, il en doit réparation à la victime. Lorsque l'auteur du dol est un étranger au contrat, il en doit réparation pécuniaire sous forme de dommages-intérêts ; si au contraire cet auteur a été partie au contrat, c'est l'annulation qui s'impose. C'est ainsi que l'on explique l'effet relatif du dol.

Les auteurs qui interprètent le Code civil allemand (1) soutiennent que, le dol implique plutôt une idée *d'équité qu'une déduction logique*. Le dol, disent-ils, implique une erreur, mais une erreur d'une espèce particulière, car il y a des cas où l'erreur n'est pas grave ; et cependant le dol vicie le contrat.

Le dol impliquant l'emploi de manœuvres et l'erreur qui en est la conséquence, la victime, pour faire annuler le contrat, doit faire la preuve aussi bien de ces manœuvres qui sont la cause déterminante de l'erreur que de l'erreur elle-même.

Dans le premier projet de Code civil, on avait donné du dol civil la même définition que pour le dol pénal, et l'on exigeait l'existence d'un préjudice causé au patrimoine. Mais on a fait observer que, cet emprunt fait au droit pénal avait l'inconvénient de déformer la conception juridique du dol, en ne considérant que les manifestations extérieures, objectives, au lieu de contracter le fondement psychologique, qui

1. SALEILLES, p. 50 et suiv.

consiste dans le vice du consentement. C'est pour ce motif que, la seconde commission a renoncé à exiger l'existence d'un préjudice causé au patrimoine.

Le dol implique l'erreur, alors même que la partie qui l'a provoquée n'a pas eu mauvaise intention et a simplement commis une imprudence; c'est pourquoi le contrat est annulable, le dol ayant son fondement dans le vice de consentement, et non pas dans le délit, ni même le quasi-délit civil.

Le Code civil et la jurisprudence roumaine ont adopté, sur ce point, la solution du droit français (art. 960, C. civ. roumain et C. Focs. S. II, N. 56, 1885 ; Dr. N. 7. 1884-1885).

35) CONDITIONS NÉCESSAIRES POUR QUE LE DOL SOIT UN VICE. — L'article 1116 formule cette condition : « Lorsque les manœuvres pratiquées par l'une des parties sont telles qu'il est évident que, sans ces manœuvres, l'autre partie n'aurait pas contracté. » Les jurisconsultes du droit civil moderne qualifient cette condition de « cause déterminante du contrat » ou de « dol principal » (*dolus dans causam contractui*). Cette espèce de dol doit se produire avant la conclusion du contrat (1), car c'est grâce à l'influence ainsi exercée sur la victime que le contrat a pu être passé. Mais il arrive souvent aussi qu'il est consommé

1. PLANIOL, t. II, n° 1063, p. 351-352 ; BAUDRY-LACANTINIERE et BARDE, t. I, p. 133.

au moment du contrat : au cours des négociations qui précèdent le contrat, l'une des parties empêche la découverte d'un fait qui, s'il était connu de l'autre partie, déciderait cette dernière à ne pas contracter.

Laurent (1) critique des théories de certains auteurs qui se donnent beaucoup de mal pour énumérer et distinguer entre eux les différents genres de dol. Le dol, sous toutes ses formes, doit, dit-il, constituer une question de fait que les juges apprécient souverainement.

M. Planiol, au sujet du premier alinéa de l'article 1116, cite cet arrêt de la Cour de cassation (S. 85. 1.302). La jurisprudence roumaine a adopté la même manière de voir (Cass. S. 1, N. 147, 1886 ; B. 1886, p. 395 ; C. Iași. S. II, 12 juin 1893 ; N. 62, 1893).

La seconde condition exigée par l'article 1116, c'est que, les manœuvres doivent être pratiquées par l'une des parties contre l'autre ; il en résulte que, lorsque le dol a été commis par une personne étrangère au contrat, le contrat est valable, mais la victime peut intenter contre cette partie étrangère une action en dommages-intérêts en vertu de l'article 1382.

M. Planiol explique par des raisons historiques cette condition nécessaire à l'existence du dol.

Au point de vue théorique, on explique ainsi le dol commis par un étranger au contrat : Cet étran-

1. LAURENT, t. XV, p. 599, 600, n° 523.

ger, dit-on, est généralement insolvable, inconnu ; on ne peut se défendre contre la violence dont on ne connaît pas l'auteur. Dans le dol, les choses se passent d'une façon toute différente (1).

On peut encore soutenir que la violence porte atteinte à l'ordre établi par la loi ; mais on ne peut faire le même reproche au dol (2) ; que la victime du dol a eu le tort de manquer de clairvoyance ; elle aurait dû et elle aurait pu se renseigner sur la nature, les conditions du contrat qui lui était proposé et sur la partie qui a contracté avec elle ; en résumé, la victime du dol ne peut accuser que sa négligence.

Mais on peut, pour justifier cette condition nécessaire à l'existence du dol, invoquer un argument plus décisif, qui consiste à dire que le contrat ne doit pas pouvoir être annulé à raison d'un dol commis par une personne étrangère au contrat, car ce serait causer un préjudice injuste à la partie de bonne foi. M. Planiol (3) formule cependant une objection très juste contre cet argument : « De toute façon, dit l'éminent professeur, il y a un innocent, qui souffre du dol et on peut l'indemniser en lui offrant une action en indemnité contre le coupable. »

1. BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE, t. I, p. 135 ; HUC, t. VII, p. 56, 57.

2. DEMOLOMBE, t. XXIV, p. 166.

3. PLANIOL, t. II, n° 1063, p. 352.

Larombière (1) combat, non moins énergiquement, l'opinion des auteurs, tels que Toullier, Demante, Marcadé, qui admettent la validité du contrat dans le cas de dol commis par un tiers. Il critique la disposition de la loi et les rédacteurs du Code auxquels il reproche d'avoir suivi servilement la tradition et d'avoir accepté les règles subtiles du droit romain.

Le principe de la validité du contrat, dans le dol commis par un étranger au contrat, s'applique seulement aux contrats ; on ne saurait invoquer le même principe dans les questions de reconnaissance d'enfant naturel, d'acceptation ou répudiation de succession, d'acceptation de communauté ou de renonciation à une communauté ; dans tous ces cas, l'acte est nul. Cette solution est adoptée par la jurisprudence roumaine (Trib. Ilfas. S. II, n° 64, 1889 ; Dr. N. 59. 1889).

Le tuteur (2), le mari, le mandataire, l'administrateur ne sont pas des étrangers au contrat ; le dol dont ils se rendent coupables est donc opposable au représenté, sans toutefois que celui-ci soit tenu de dommages-intérêts, sauf dans le cas où il aurait participé au dol.

Lorsqu'une partie contractante est complice de l'étranger auteur du dol, le contrat est annulable,

1. LAROMBIÈRE, t. I, p. 85 et suiv.

2. AUBRY ET RAU, t. IV, p. 302 et suiv.

DEMOLOMBE, t. XXIV, p. 170.

car elle s'est rendue coupable de fraude : il n'est même pas nécessaire qu'elle soit complice du dol, il suffit qu'elle en ait eu connaissance, car elle a manqué de bonne foi : car la bonne foi est un élément essentiel dans tous les contrats (1).

36) LE DOL CONSIDÉRÉ AU POINT DE VUE PÉNAL ET AU POINT DE VUE CIVIL. — On entend par dol, en droit civil, le fait de tromper son prochain à l'aide de manœuvres ou même de déclarations mensongères. En droit pénal (2), le dol correspond au délit d'escroquerie ; mais ici les manœuvres employées, les déclarations mensongères ne suffisent pas pour constituer le délit ; il faut en outre que l'escroc s'empare de la chose, objet de l'escroquerie. Par exception, ainsi que le fait observer M. Planiol (3), l'emploi de faux noms ou de fausses qualités suffit à constituer le délit d'escroquerie ; dans ces deux cas exceptionnels, il n'y a que des déclarations mensongères ; le coupable ne s'est pas emparé de l'objet.

Dans le droit pénal allemand (4), on est plus exigeant ; on envisage surtout le résultat matériel, objectif, tel que le préjudice causé au patrimoine. Dans le droit civil, au contraire, le législateur allemand recherche le fondement psychologique, l'intention

1. LAURENT, t. XV, n° 529, p. 607.

2. HUC, t. VII, p. 53 ; LOROMBIÈRE, t. I, p. 78 et suiv.

3. PLANIOL, t. II, p. 351, n° 1062.

4. SALEILLES, p. 54.

inspiratrice des manœuvres employées pour provoquer l'erreur.

37) LE DOL ET LA FRAUDE. — Le dol précède l'acte juridique, l'acte matériel; la fraude commise, c'est-à-dire l'acte matériel lui-même, lui succède (1). On parle de dol avant l'accomplissement de l'acte; mais après cet accomplissement, il ne peut plus être question de dol, mais de fraude.

38) LE DOL INCIDENT EST TOLÉRÉ. — Le dol incident est une sorte de dol, qui ne joue pas, dans le contrat, le rôle d'une cause déterminante (2); c'est-à-dire qu'il n'a exercé aucune influence sur la décision prise par la victime. Le dol incident n'est pas pour cela à l'abri de toute sanction juridique; les manœuvres employées ont pu déterminer la victime à contracter dans des conditions plus onéreuses; c'est pour ce motif que, la majorité des auteurs accordent à la partie trompée une action en indemnité à raison du préjudice causé.

Les juristes du droit civil (3) ont découvert, par une analyse plus minutieuse des faits, par une étude plus approfondie, un autre genre de dol incident auquel ils ont donné la qualification de *dol to-*

1. PLANIOL, t. II, p. 353, n° 1068; DEMOLOMBE t. 24, p. 153; B. LACANTINERIE ET BARDE, t. I, p. 129; LAROMBIÈRE, t. I, p. 82.

2. PLANIOL, t. II, n° 1067, p. 353.

3. HUC, t. 7, p. 54; J.-B. LACANTINERIE ET BARDE, t. I, p. 124 et suivantes.

léré; ils entendent par là un dol permis par la loi ne donnant à la partie trompée aucune action en indemnité. Le dol toléré consiste, selon l'expression de Larombière, dans la dissimulation des défauts de la chose, la simulation des qualités qu'elle n'a point, l'exagération des qualités qu'elle a, l'atténuation des défauts qu'elle peut avoir ; la dissimulation ne doit cependant pas transformer la chose au point d'en changer complètement la nature ; autrement, ce ne serait plus le dol toléré. — Ce genre de dol se commet journellement dans le commerce ; chaque partie contractante, comme l'a si bien montré Larombière dans les lignes que nous lui avons empruntées, jongle d'habileté, d'adresse. avec son adversaire pour exagérer ou contester les qualités de la chose suivant que son intérêt le porte dans un sens ou dans un autre. Le dol commis par ces moyens d'adresse ne donne lieu à aucune action en indemnité ; s'il en était autrement, les ventes, échanges, toutes les opérations commerciales en un mot, seraient paralysés par toutes espèces d'entraves : les affaires deviendraient rares (1).

A proprement parler, le dol licite est une atteinte portée à la morale ; mais la sanction juridique ne doit intervenir que dans le but de réprimer les infractions à la loi positive.

1. POTHIER, *Oblig.*, n^{os} 30, 31.

Comment distinguer le dol incident du dol toléré?

A quel critérium aurons-nous recours? La doctrine n'en a trouvé aucun; Laurent (1), se fondant sur cette absence de critérium, exprime l'opinion qu'il vaudrait mieux que la loi sanctionne le vol toléré, comme les autres genres de dol, par une action en dommages-intérêts; l'article 1382, qui n'exige pas la mauvaise foi, accorde bien, observe Laurent, des dommages-intérêts; à *fortiori* la loi devrait-elle en accorder dans le cas de mauvaise foi.

Larombière (2) distingue entre le dol proprement dit et le dol commis dans la forme de l'acte écrit qui constate la convention. Ce dernier genre de dol n'annule le contrat qu'à l'égard de celui qui a trompé; à l'égard des tiers il demeure valable. Au contraire le dol commis dans le contrat annule à l'égard de tous. Nous trouvons un exemple remarquable de dol dans la forme de l'acte, dans les donations déguisées sous forme de vente. Il s'agit d'un acte dont l'objet réel est une donation: le donateur décide le donataire à dissimuler cette donation sous forme de vente.

Terminons sur ce point par une observation de M. Barde (3): Lorsque, dans un contrat, il y a plus de deux parties et que l'une d'elles seulement a

1. LAURENT, t. 15, p. 604-605, n° 528.

2. LAROMBIÈRE, t. I, p. 85.

3. BAUDRY ET BARDE, t. I, p. 135.

trompé une autre partie, le contrat n'en est pas moins valable ; mais l'auteur du dol en doit réparation à la victime. Ce cas se présente dans le contrat de société.

39) LA PREUVE DU DOL.— Le second alinéa de l'article 1116 dispose que le dol « ne se présume pas ; il doit être prouvé. » On peut prouver le dol par la preuve testimoniale, par des présomptions, par toutes espèces de moyens, car l'article 1116 n'a pas voulu interdire la présomption comme preuve ; il décide simplement qu'en matière de dol on ne doit pas se contenter de simples affirmations et que le demandeur doit se conformer ici aux règles ordinaires de la preuve (1). Les présomptions doivent remplir les conditions exigées par l'article 1353.

Les juges ont un large pouvoir dans l'appréciation des faits. Ils doivent, comme en matière de violence, tenir compte de l'âge, du sexe, de la culture intellectuelle, de l'éducation reçue (2). Lorsque les juges ont qualifié faussement les faits constitutifs du dol ou refusent d'annuler un contrat entaché de dol, la décision judiciaire est susceptible de cassation. M. Huc (3) cite, à ce propos, quelques arrêts de la Cour suprême (D. 86. 1.403 ; D. 87. 1.398 ; D. 87. 1.230). La jurisprudence roumaine s'est prononcée

1. PLANIOL, n° 1068, p. 352 ; AUBRY ET RAU, t. 4, p. 304 ; DEMOLOMBE, t. 24, n° 188.

2. BAUDRY ET BARDE, t. I, p. 124.

3. HUC, t. 7, p. 56-57.

dans le même sens que la doctrine française (C. Galati, S. II, N. 23, 1889; Dr. N. 66, 1890.)

Le dol (1) réel (*dolus reipsa*) n'est pas admis par la loi.

40) DE LA LÉSION. — *Observation.* — La lésion implique l'erreur, la violence. Cependant la majorité des auteurs sont d'accord pour en faire un vice distinct de l'erreur et de la violence. La loi, en principe, ne fait pas mention de la lésion comme vice; elle ne lui réserve qu'exceptionnellement quelques cas déterminés; la doctrine approuve ces dispositions de la loi (art. 1118, C. civ.).

Nous inclinons à penser que, le législateur aurait dû, prévoir la lésion en principe comme vice, sauf dans les contrats aléatoires où le risque tient à la nature du contrat et dans les transactions, qui impliquent de la part de toutes les parties contractantes des concessions réciproques, qui entraînent comme conséquence l'inégalité dans l'équivalence des prestations. Et la lésion est particulièrement inévitable dans le contrat d'échange d'immeubles, dans les ventes mobilières, lorsque les choses mises en vente sont d'une valeur importante.

Voici la raison pour laquelle le législateur aurait dû suivant nous, prévoir la lésion dans le contrat d'échange des immeubles : à l'époque (2) où a été

1. AUBRY ET RAU, t. 4, p. 302; LAROMBIÈRE, t. I, p. 85 et suiv.

2. LOCRÉ, t. 14, p. 253; LAROMBIÈRE, t. 1, p. 92 et suiv.

rédigé l'article 1674, on attribuait plus de stabilité à la valeur des immeubles ; on estimait d'autre part que cette valeur était d'une appréciation plus facile ; et qu'enfin la vente pouvait avoir été consentie sous la pression du besoin d'argent. Cependant (1), lorsque le législateur du Code civil a édicté les règles relatives à l'échange dont la discussion a eu lieu postérieurement à celles de la vente, il ne s'est pas aperçu que certaines de ces règles étaient contradictoires, car d'une part il a assimilé, sur certains points, la vente à l'échange par le rapprochement opéré entre ces deux genres de contrats dans l'article 1707 ; et d'autre part, il n'a pas admis la lésion dans le contrat d'échange. Il a méconnu ainsi le premier des deux principes qui lui ont inspiré l'article 1674.

Pour justifier l'inadmissibilité de la lésion, dans le contrat d'échange, on a dit que, puisqu'il n'est pas question de prix comme dans la vente, il n'y a pas de violence. Ce raisonnement est insuffisant pour justifier ici l'exclusion de la lésion, car dans la vente la lésion dépend aussi de la valeur des immeubles et, sur ce point, la loi est muette. Elle ne pouvait rien dire d'ailleurs, car dans l'espace de temps très court qui s'écoule entre la rédaction du contrat de vente et celle du contrat d'échange la valeur de l'immeuble ne peut guère être modifiée.

1. LOCRÉ, t. 14, p. 269-270.

Les conclusions de la doctrine sur cette question sont également contradictoires, car d'une part lorsqu'il s'agit de distinguer la lésion (1) de l'erreur ou de la violence, elle prend en considération seulement l'objet du contrat, la prestation, et quand il s'agit de la lésion dans l'échange, elle prend en considération la violence (2), abstraction faite du préjudice causé.

Faisons (3) valoir enfin un dernier argument : c'est que dans l'ancien droit on admettait la lésion en matière d'échange.

Revenons maintenant à l'autre question : la vente des choses mobilières ne se présente plus dans les mêmes conditions qu'à l'époque du Code civil. Depuis cette époque, grâce au développement du commerce et de l'industrie, les valeurs mobilières ont énormément pris d'importance : elles occupent aujourd'hui une place prépondérante dans les fortunes privées. Dans les affaires importantes, il peut être causé aux parties contractantes un préjudice considérable. Il serait donc équitable qu'une disposition fût insérée dans la loi en prévision de la lésion dans les ventes mobilières, Pothier (4) l'admettait déjà dans certains cas.

1. DURANTON, t. 10, p. 201 et suiv. ; LAURENT, t. 15, p. 559-560, n° 485 ; MARCADÉ, t. 4, n° 428, p. 377.

2. DURANTON, t. 16, p. 579, n° 547 ; LAURENT, t. 24, p. 602-603 ; MARCADÉ, t. 6, p. 432.

3. POTHIER. *Obliq.*, t. 3, n° 626, p. 246-247.

4. POTHIER. *De la Vente*, n° 340, V.

Nous n'avons jusqu'ici étudié que ces deux cas de lésion. On peut cependant faire valoir des arguments qui permettent de soutenir que la loi devrait, d'une façon générale, faire de la lésion un vice. Une première raison, c'est que l'ancien droit admettait la lésion comme vice dans presque tous les contrats (la lésion énorme). Une deuxième raison, c'est que la lésion résulte d'une action accompagnée de circonstances aggravantes. En effet, ce qui constitue en premier lieu le fait de lésion, c'est la disproportion dans l'équivalence des prestations. Cette inégalité est une atteinte portée à l'objet et à la cause de l'obligation, conditions essentielles exigées par l'article 1108 pour la validité des conventions. D'autre part, à ce défaut d'équivalence viennent s'ajouter l'erreur et la violence, circonstances aggravantes. Il est étonnant de voir des conditions de validité pareilles insérées dans les articles 1108 et 1109, et de voir ensuite les mêmes conditions méconnues dans l'article 1118.

La doctrine tombe ici dans la même contradiction que la loi, car elle considère la crainte révérentielle et le dol comme des circonstances aggravantes et ne veut pas tenir compte du vice d'erreur et de violence dans la lésion.

Pour justifier la disposition de l'article 1118, on explique les motifs de cette disposition par l'inégalité, la disproportion dans l'équivalence des prestations, le désir de lucre qui sont la raison d'être dans les

contrats. Si la loi faisait de la lésion un vice en principe, il en résulterait un grand préjudice pour la société, une entrave dans les relations commerciales, car presque tous les contrats pourraient être attaqués. On ajoute aussi, pour fortifier cette argumentation, qu'il est très difficile de faire la balance égale entre les prestations, car la valeur de ces choses dépend des circonstances, des goûts, des sentiments, de chacun des contractants, etc.

A la première raison donnée pour justifier l'article 1118, on peut répondre, qu'il n'est pas ici question de tous les petits préjudices, mais de la lésion énorme. Le vice résultant de la lésion énorme, ne peut pas être considéré comme causant préjudice à la société, comme constituant une entrave dans les affaires commerciales, car c'est la probité, l'honnêteté, qui doivent être à la base de toutes les relations sociales. D'autre part, les cas de lésion énorme ne sont pas si fréquents. On peut également discuter l'autre motif, en répondant que les sentiments, les goûts, les circonstances variables n'excluent pas tout moyen d'appréciation des choses vendues ou échangées, etc. Prenons un cas, par exemple, en ce qui concerne la variation des circonstances : y a-t-il rien de plus variable que les mercuriales, que les valeurs de bourse? On a cependant trouvé dans ces matières des moyens d'appréciation.

41) DÉFINITION DE LA LÉSION. — M. Baudry-Lacan-

tinerie (1) définit la lésion : « le préjudice qu'éprouve une des parties dans un contrat à titre onéreux à raison de l'inégalité de valeur existant entre les prestations réciproques des contractants. » Le *Répertoire* (2) de Dalloz explique qu'il y a lésion « lorsque l'on ne reçoit pas l'équivalent de ce que l'on donne. » Ces deux définitions sont, nous semble-t-il, trop étroites; elles n'envisagent que le côté extrinsèque (3) du contrat, le préjudice résultant de l'inégalité des prestations, le vice tel qu'il apparaît extérieurement, elles négligent le vice que l'on ne voit pas, celui qui réside dans le for intérieur, c'est-à-dire le vice du consentement qui est la cause véritable du préjudice, de l'inégalité des prestations. La majorité des auteurs font, il est vrai, de la lésion un vice indépendant de la violence, de l'erreur, un vice n'ayant pour fondement que le préjudice causé : à ce point de vue, les définitions données sont exactes; mais ce point de vue est trop étroit; il faut tenir compte aussi de l'erreur, ou de la violence qui sont au nombre des éléments constitutifs de la lésion.

M. Barde (4), pour démontrer que la lésion est un vice du consentement, invoque l'autorité de Pothier,

1. G. BAUDRY-LACANTINERIE, t. II, p. 571.

2. DALLOZ, *Répertoire* au mot Oblig., p. 104.

3. DURANTON, t. X, p. 203; DEMOLOMBE, t. XXIV, p. 176 et suiv.; LAROMBIÈRE, t. I, p. 92-93.

4. BAUDRY-LACANTINERIE ET L. BARDE, t. I, p. 154 et suiv.

et en outre fait observer que l'article 1118 est compris dans une section qui traite du consentement.

Sur le fondement philosophique de la lésion les opinions sont partagées. Certains auteurs font intervenir ici une idée d'égalité, d'équité (1) ; pour d'autres, au contraire, le vice de la lésion n'est que la conséquence d'une fausse appréciation commise par la victime sur la valeur de la chose, c'est l'erreur (2).

42) LA LÉSION DANS L'ANCIEN DROIT. — La jurisprudence de l'ancien régime admettait la lésion dans la vente quand le préjudice excédait la moitié du prix : c'était la lésion énorme (3). On disait que l'acheteur, en acquérant à vil prix, devenait de mauvaise foi (4) ; et le contrat entaché de vice de lésion était par lui nul de plein droit, les juges devant se borner à constater la lésion.

La controverse portait sur la question de savoir si l'acheteur pouvait intenter l'action pour la lésion. Pothier (5), la jurisprudence et la majorité des auteurs décidaient l'affirmative.

1. POTHIER, *Oblig.*, n° 33.

2. DEMOLOMBE, t. 24, p. 176 ; COLMET DE SANTERRE, t. 5, n° 28 *bis*.

3. MARCADÉ, t. IV, p. 379 et suiv. ; DEMOLOMBE, t. 24, p. 172 ; LAROMBIÈRE, t. I, p. 92-93 ; BAUDRY-LACANTINERIE ET L. BARDE, t. I, p. 150, 151, note I.

4. DALLOZ, au mot *Oblig.*, p. 104, n° 238.

5. POTHIER, *Oblig. de la vente*, n° 627 ; BAUDRY-LACANTINERIE ET BARDE, t. I, p. 150, 151, note I.

Primitivement (1), la rescision dans la vente était réglée conformément à un rescrit des empereurs Dioclétien et Maximien ; ce rescrit formait la loi 2, C. *De rescindenda venditione*. C'était une considération d'équité, d'humanité, qui avait inspiré cette loi pour protéger les victimes de leur imprudence ou de leurs erreurs. Cette loi formait le droit commun de la France, mais sous la Révolution, les nécessités de l'époque firent abroger cette disposition (loi du 14 fructidor an III) : le papier-monnaie avait apporté une telle perturbation dans la valeur de toutes choses, qu'il était très difficile d'apprécier la lésion dans les contrats. Lorsque cette crise économique fut passée, le vice de lésion a été rétabli (décret du 3 germinal an V ; — 23 mars 1797).

Les rédacteurs du Code, s'appuyant sur la loi de l'an III, soutenaient qu'en l'absence du vice de violence, de l'erreur ou du dol, le contrat devait rester valable, parce que, la valeur de la chose étant variable, il était difficile d'apprécier la lésion. On faisait observer aussi que, le vice de lésion serait une cause de trouble dans les transactions commerciales. Cependant, sous l'influence de Cambacérès et de Portalis, et surtout sous la pression du premier Consul, le législateur de 1804 a admis le vice de lésion dans

1. MERLIN. *Répertoire de jurisprudence*, t. 7, p. 376 ; LAROMBIÈRE, t. I, p. 92-93.

les ventes volontaires d'immeubles, lorsque le préjudice excède les $7/12^{\text{es}}$ du prix.

Le droit romain n'annulait pas la vente judiciaire pour cause de lésion : c'était la justice qui garantissait le juste prix en admettant tout le monde à prendre part aux enchères.

Tous les anciens auteurs étaient d'accord pour admettre la lésion dans les partages. Mais on n'était pas aussi exigeant sous le rapport des conditions qu'en matière de vente, la lésion devait varier entre le tiers et le quart, parce que le principe qui domine le partage, ce n'est pas la spéculation, mais l'égalité, la liquidation.

L'ancien droit admettait également la lésion dans l'échange ; la lésion dans le bail des immeubles était admise seulement par quelques coutumes, les autres ne l'admettaient pas à cause du caractère variable des revenus. La lésion (1), dans la vente des droits successoraux, dans les contrats aléatoires et dans les transactions, n'était pas admise ; c'était en raison de l'idée de risque, de concession réciproque, qui domine ces contrats. La lésion dans les meubles n'était admise que pour les meubles d'une valeur importante : les pierres précieuses, par exemple.

43) LA LÉSION SOUS LE RÉGIME DU CODE CIVIL. — La loi pose le principe du vice de lésion dans l'arti-

1. DOMAT. *Lois civiles*, liv. I, tit. II, sect. IX, n° 1.

cle 1118. Les cas spéciaux où elle admet la lésion comme vice sont les suivants :

1^o La vente volontaire d'immeubles lorsque le préjudice excède les 7/12 du prix. On suppose que c'est la force majeure (1), le besoin d'argent qui a déterminé la vente ; on observe aussi que la valeur des immeubles est facile à établir. La loi admet, deuxièmement, la lésion dans le partage. Larombière prétend, à ce sujet, que le législateur a été obligé de l'admettre à cause de la tradition et de la jurisprudence, qui étaient établies dans ce sens. Un autre motif, c'est que le commerce ne souffre pas de l'annulation des contrats de ce genre, parce qu'ils n'ont pas un but de spéculation.

III) La loi admet encore la lésion dans le contrat de société (art. 1854). Pour les mineurs, la loi admet la lésion pour quelque motif que ce soit, en raison de leur incapacité. C'est de la loi 35 (D. De minoribus) (2) que nous vient cette solution.

Sur quel principe le législateur moderne s'est-il basé pour refuser d'admettre la lésion comme vice ? C'est en raison des fluctuations continuelles de la valeur des choses ; il existe, d'autre part, une différence entre la valeur véritable de la chose et la valeur telle qu'elle est appréciée au contrat. Cette différence

1. BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE, t. I, p. 141 ; MARCADÉ, t. IV, p. 379 et suiv.

2. MERLIN, *op. cit.*, p. 381.

est inévitable ; autrement, le contrat manquerait d'intérêt, de base (1).

Laurent (2) traite cette question de la manière suivante : L'égalité, dit-il, est de l'essence même du contrat ; l'esprit dans lequel a été conçu l'article 1104 le donne à comprendre. Cependant, il ne faut pas faire de la valeur de la chose une notion absolue, car la valeur dépend des goûts, des sentiments et des circonstances : ces différentes causes constituent une difficulté dans l'appréciation. Même en supposant l'appréciation facile, l'admission de la lésion dans tous les cas serait une cause de trouble, d'entraves dans les relations commerciales, en raison des contestations nombreuses auxquelles donnerait lieu le litige.

Dans les cas non prévus par la loi, on doit se reporter à l'article 1313 ; les juges ne peuvent donc annuler les contrats pour cause de lésion que dans les conditions limitativement fixées par cet article. La Cour de cassation (3) a cassé plusieurs fois quelques jugements rendus par les conseils de prud'hommes, qui avaient élevé les taux de salaire de certains travailleurs (S. 53.1.101 ; S. 54.1.533). Toutefois, la Cour suprême admet que le juge peut réduire le salaire,

1. BAUDRY-LACANTINERIE, t. I, p. 571, 572 ; DEMOLOMBE, t. XXIV, p. 174 et suiv., n° 194.

2. LAURENT, t. XV, p. 559, 560.

3. LAROMBIÈRE, t. I, p. 92, 93.

jugé excessif, quand il a été fixé conventionnellement entre mandat et mandataire (Cass., 18 avril 1855, Tran-
noy ; Cass., 7 février 1855, Navoit, Dev. 1855. I. 527
et 530). M. Demolombe (1) critique ces décisions en
faisant observer que, les mandats sont des contrats
comme les autres ; d'autre part, cette jurisprudence
est contraire aux articles 1899 et 1134.

Le Code civil allemand a écarté le vice de lésion
en tant que principe, mais il l'admet dans les cas de
lésion énorme, anormale, c'est-à-dire quand il est
contraire aux usages et aux bonnes mœurs. Dans
cette matière, le Code civil roumain reproduit dans
son article 1165, l'article 1313 du Code civil français.

44). DISPOSITIONS COMMUNES AUX DIVERS VICES
DU CONSENTEMENT. — La question qui se pose est celle-
ci : quelle est la portée, l'étendue de l'action en
rescision ? Produit-elle effet à l'égard des tiers ou
seulement entre les parties contractantes ? la ques-
tion est prévue par les articles 1117, 1681 et 2125.
Elle n'est pas difficile à résoudre en ce qui concerne
la lésion, car elle est tranchée par l'article 1681 ; elle
n'est pas davantage difficile dans les cas d'erreur et
de violence : toute la doctrine admet en effet ces cas
de vice comme vices absolus, et en vertu de l'adage :
Nemo plus juris ad alium transferre potest quam

1. DEMOLOMBE, t. 24, p. 180, n° 202.

2. SALEILLES, *op. cit.*, p. 266 et suiv.

ipse habet, donc on doit dans tous ces cas admettre que, l'action en rescision produit effet à l'égard des tiers.

Pour le dol, la question est controversée. Certains auteurs prétendent que, dans le dol, l'action en rescision n'a d'effet qu'entre les parties et leurs ayants cause, car le dol est un vice de consentement relatif, ses effets sont personnels.

Le dol, disent-ils encore, ne peut donner lieu qu'à des dommages-intérêts ; et même l'action en annulation, quand elle est intentée, est comprise dans les dommages-intérêts. MM. Baudry-Lacantinerie (1) et Barde combattent cette opinion au moyen de trois arguments :

1° Disent-ils, les articles 1109 et 1117 prévoient le dol comme vice du consentement ; 2°, si la loi donne l'action en rescision pour le préjudice causé, cette action ne se confond pas avec les dommages ; elle garde son caractère propre ; 3° il y a lieu de tenir compte ici de l'article 4 de la loi du 23 mars 1855, sur la transcription en matière hypothécaire.

La conclusion à laquelle s'arrêtent ces deux auteurs, c'est que l'action en rescision, même en cas de dol, produit effet à l'égard des tiers.

1. BAUDRY-LACANTINERIE ET L. BARDE, t. I, p. 158.

CONCLUSION

Par la position prise dans notre thèse, nous avons envisagé à deux points de vue la question des vices du consentement : nous l'avons d'abord étudiée dans ses rapports avec les autres sciences sociales, particulièrement avec la philosophie ; nous avons d'autre part considéré la question en elle-même, c'est-à-dire dans son cadre juridique indépendant des autres sciences. Le premier point a fait l'objet de la partie générale de notre thèse ; le second nous a conduit à faire l'exposé de chaque vice du consentement, ce qui nous a permis de faire à ce sujet quelques observations personnelles.

Nous n'essaierons pas de démontrer que les sciences sociales apportent à l'intelligence du droit une précieuse contribution, cette démonstration serait superflue, car elle a été faite d'une façon magistrale par M. Courcelle-Seneuil dans son livre : *Préparation à l'étude du droit*. Gabriel Tarde (1) a exposé, dans

1. G. TARDE. *Les transformations du droit*, p. 1-13.

des termes non moins éloquents, l'utilité de la philosophie du droit. Le regretté sociologue, doublé d'un juriste et d'un philosophe, avait bien raison : il nous suffit de citer un exemple à l'appui de cette affirmation : l'étude métaphysique de Schopenhauer sur le libre arbitre (1) est excellente et elle peut guider tout jurisconsulte dans les recherches auxquelles il peut se livrer sur la volonté. L'opinion d'un jurisconsulte tel que R. Von Ihering au sujet de la philosophie considérée comme science auxiliaire du droit, est particulièrement intéressante à citer : « Ce que j'entreprends, (2) dit-il, ce n'est point la critique du droit romain actuel, au point de vue législatif, mais bien la critique philosophique de l'histoire, c'est-à-dire celle qui suit le droit dans toute sa vie, depuis l'origine jusqu'à la fin : » Et plus loin cet auteur ajoute : « A mesure que la doctrine de l'histoire naturelle du droit se perfectionnera par le moyen de la philosophie du droit et du droit comparé, à mesure qu'elle s'enrichira d'idées nouvelles et de points de vue nouveaux, la notion de la véritable essence du droit romain deviendra de plus en plus vaste. »

En effet, l'analyse profonde des choses conduit inévitablement à la synthèse. L'analyse fait décou-

1. SCHOPENHAUER. *Essai sur le libre arbitre*.

2. R. VON IHERING. *L'esprit du droit romain*, p. 15, 24, Introduction.

vrir les qualités différentes des choses et en même temps leurs qualités communes. Pour bien étudier et comprendre une chose, il faut connaître les éléments dont elle se compose ; il faut aussi envisager ces éléments dans leurs rapports avec les autres, car les parties qui composent une même chose sont entre elles dans une dépendance réciproque. Un objet considéré isolément des autres ne peut pas être compris ; de sorte que l'on peut dire que, la connaissance c'est le rapport des objets entre eux.

La synthèse est très utile dans toutes les sciences, car elle facilite l'explication des phénomènes en introduisant la simplification là où il y a confusion, complexité. On fait donc de la synthèse, quand on rassemble les éléments communs d'un tout de façon à réaliser l'unification ; on fait de la synthèse, quand on a découvert le principe général.

La synthèse systématise, elle apporte de l'ordre dans les choses ; c'est pourquoi, dans chaque branche de la science, elle s'impose en raison de l'accumulation des connaissances ; c'est aussi pourquoi tout homme de science, après s'être spécialisé pendant nombre d'années, arrive inévitablement à la synthèse.

Établir les bases d'une science, c'est faire de la synthèse ; c'est faire la systématisation des parties ; faire de la philosophie, c'est s'élever plus haut, c'est faire la synthèse des synthèses, la systématisation de

tous les systèmes. On ne peut concevoir un philosophe qui n'aurait pas un système personnel, qui ne s'appuierait pas sur un principe également personnel pour expliquer les choses. Presque tous les hommes de science devenus maîtres dans leur spécialité ont commencé par la science et ont fini par la philosophie.

C'est l'emploi de cette méthode qui nous explique les précieuses découvertes de savants et philosophes tels que Fustel de Coulanges, Sumner Maine, R. von Ihering, Letourneau, Alfred Fouillée.

Fustel de Coulanges (1), après avoir étudié les institutions de l'antiquité et surtout les institutions romaines, a fini par découvrir l'idée religieuse à la base de toutes ces institutions. Sumner Maine (2), dans ses études sur les anciennes institutions grecques, romaines, russes, et surtout les institutions irlandaises, est parvenu à expliquer la stérilité des idées chez les anciens par les habitudes tenant à la parenté, par exemple, par l'habitude des membres de la famille de vivre ensemble à l'exclusion des autres. R. von Ihering (3), en approfondissant toutes les branches du droit et surtout du droit romain a fait ressortir comme un principe général, dans toutes les

1. FUSTEL DE COULANGES. *La cité antique*.

2. SIR HENRY SUMNER MAINE. *Études sur l'histoire des institutions primitives*, p. 278-308.

3. R. VON IHERING. *L'Évolution du droit*.

institutions judiciaires, le but, la finalité ; M. Letourneau(1), dans ses recherches sur l' « évolution juridique des diverses races humaines », a découvert le sentiment de vengeance comme une cause initiale et générale ; — enfin M. Alfred Fouillée(2) a essayé de démontrer que le véritable droit réside dans la conscience réfléchie, dans la pensée et par conséquent que le droit-force, le droit-intérêt est destiné à être remplacé, dans l'avenir, par le droit-idée.

L'exposé que nous venons de faire a pour but non pas de prétendre que nous avons découvert dans notre thèse un principe général, mais seulement d'en justifier la partie générale et préliminaire.

Il nous reste à parler du second point de vue sous lequel nous avons envisagé la question des vices du consentement, c'est-à-dire le point de vue purement juridique. Dans les observations que nous avons formulées, nous avons essayé d'interpréter la loi et la doctrine par un examen attentif des réalités extérieures, des nécessités de la vie. Chaque fois que nous avons observé que la loi et la doctrine satisfont à toutes ces conditions essentielles, nous en avons accepté toutes les solutions sans formuler aucune objection.

1. LETOURNEAU. *L'évolution juridique dans les diverses races humaines.*

2. ALFRED FOUILLÉE. *L'idée moderne du droit et la liberté et le déterminisme.*

Nous n'avons pas manqué, en revanche, de critiquer les solutions qui nous ont paru regrettables, soit parce qu'elles ne tiennent pas compte, à notre avis, des réalités de la vie, soit parce qu'elles sont illogiques et contradictoires.

Bien que nous soyons avant tout un homme de progrès, épris d'idées nouvelles, nous n'acceptons que les réformes mûres et réfléchies ; en conséquence nous avons tenu compte, comme c'était notre devoir, du texte de la loi, de ce que l'on appelle le droit positif, car le principe sur lequel s'appuie l'école historique (1) sera toujours vrai, tout au moins en partie.

D'après ce principe, le droit est l'œuvre du présent et du passé, l'œuvre d'une nation entière. En effet le droit, en se formant au sein d'une nation par le travail commun de ses membres, maintient l'harmonie des intérêts, la stabilité, et garantit l'honneur. De sorte que l'on peut dire que, le droit est l'expression psychologique, morale et économique d'une société.

Le droit, en constituant l'organisme, le corps social, fixe à chacune des règles établies un rôle, une fonction déterminée, une place bien précise. C'est pourquoi chaque fois qu'une innovation, un changement quelconque sont essayés, presque tout l'organisme se met en mouvement pour repousser le changement proposé.

1. DE SAVIGNY. *Traité de droit romain*, t. 1, p. 14-21.

Il faut, pour qu'une innovation s'accomplisse, qu'elle soit adaptée à l'organisme. Cette adaptation ne peut être obtenue immédiatement ; il faut un certain temps.

C'est de cette façon seulement qu'on peut expliquer la persistance de la tradition, l'obstacle qu'elle oppose au triomphe des idées nouvelles ; la difficulté d'acclimater ces nouvelles conceptions au sein d'un organisme juridique de constitution ancienne.

L'idée nouvelle (1) doit, pour se faire admettre, pour conquérir sa place, soutenir de longues luttes, parcourir de longues étapes ; car il faut qu'elle triomphe successivement dans la jurisprudence, la doctrine pour parvenir à être consacrée dans le texte même de la loi.

Certains jugements rendus à une époque toute récente par M. le président Magnaud peuvent être cités comme de véritables combats livrés sur le champ de bataille juridique. La jurisprudence du président Magnaud était, plus que toute autre, empreinte des idées d'équité et d'humanité : en interprétant la loi, quand il rencontrait des obstacles, ce magistrat, n'hésitait pas à les surmonter pour satisfaire aux inexora-

1. G. TARDE. *Le droit comparé et la sociologie*, mémoire présenté au Congrès international de droit comparé, en 1900, p. 5 ; RENÉ WORMS. *De la volonté unilatérale considérée comme source d'obligation en droit romain et en droit français*, thèse, p. 89-92 ; voyez aussi p. 197-200.

bles nécessités de la vie : « Attendu » (1), dit « le bon juge » dans un de ses considérants, « que le droit à la vie est le patrimoine intangible de l'être humain » ; — « Attendu », dit-il encore, « que ce qui ne peut être évité ne saurait être puni... », etc. C'est par de tels motifs qu'il acquittait tous les malheureux, tous les vaincus de la vie.

Dans l'appréciation de cette jurisprudence, l'opinion s'est partagée en deux camps. Les uns donnaient raison au « bon juge » en soutenant que les règles de la loi ne doivent pas être considérées comme trop rigides, qu'elles ne doivent pas toujours être exécutées à la lettre et qu'elles doivent être assez souples pour se plier aux nécessités de la vie.

En sens contraire, d'autres ont répondu que, le juge ne doit connaître que la loi dans sa teneur, car c'est la loi qui est la garantie de l'ordre social. Si le juge interprète la loi d'une façon aussi large, disaient-ils, sans se préoccuper non seulement de la lettre, mais ni de l'esprit même, du sens qu'on lui reconnaît, des mesures répressives qu'elle décide, il la corrige, il la complète, il excède ses pouvoirs et tombe dans l'arbitraire.

Quel a été le résultat final de cette controverse ? Dans cette lutte entre la tradition juridique et l'équité, c'est la tradition juridique qui a triomphé.

1. HENRY LEYRET, *Les Jugements du président Magnaud*, p. 40 et 55.

Citons encore un exemple pour bien montrer la puissance de la tradition, la lutte acharnée que soutiendra toujours l'idée juridique ancienne contre l'idée nouvelle. Il s'agit « de la volonté unilatérale comme source d'obligation en droit. » Il a été fait, de cette conception, quelques applications dans le droit romain ; elle a été soutenue, — en principe, — par le président Fabre (1) ; de nos jours, elle a été reprise par les jurisconsultes allemands et par quelques jurisconsultes français. Elle a enfin reçu beaucoup d'applications dans le droit moderne : le projet de Code civil allemand (2) l'a prévue d'une façon expresse dans certains cas. Cependant la majorité des auteurs la repoussent en principe : ils ne veulent pas l'admettre comme « source d'obligation en droit (3). »

On peut donc, lorsqu'on observe l'extraordinaire résistance que la tradition juridique, le droit positif, opposent à un changement rationnel, se poser cette question : Comment le progrès juridique peut-il se réaliser ? Quel est le mode d'évolution du droit, car la loi d'évolution s'impose au droit comme à toutes

1. EDOUARD LAMBERT. *La stipulation pour autrui*, thèse, p. 53 et suiv.

2. RAYMOND SALEILLES. *Essai d'une théorie générale de l'obligation, d'après le projet de Code civil allemand*, p. 137 ets.

3. BAUDRY-LACANTINERIE ET L. BARDE, *op.cit.*, p. 31 et suiv. ; ALBERT WAHL. *Traité théorique et pratique des titres au porteur français et étrangers*, p. 186 et suiv.

les manifestations de la vie ? Et enfin dans quels cas une idée nouvelle peut-elle arriver à conquérir sa place, à prendre corps dans le droit positif ? Qu'il nous soit permis, pour répondre à ces questions, de citer un excellent passage du rapport présenté par M. le professeur Weiss au Congrès international de droit comparé en 1900 (1) : « Ces lois, dit notre savant maître, ont leurs lacunes ; elles ont laissé certains points dans l'ombre ; elles n'ont pas tout également prévu et elles n'ont pas pu prévoir les innombrables difficultés et les espèces si variées qu'engendre chaque jour, ici et là, l'infime complexité des intérêts humains. Il est des théories juridiques récentes répondant à une nécessité nouvelle et que l'on n'a pas le temps de formuler en textes législatifs ; il en est d'autres qui sont en voie de formation et qu'il serait imprudent ou prématuré de cristalliser dans une rédaction qui ne peut être définitive ? »

Dans la pratique, en effet, il se présente souvent des cas de cette espèce. Nous en trouvons un premier exemple en matière de grève (2) et en matière de responsabilité patronale dans les accidents du travail. Les dispositions légales qui règlent ces matières sont, au fond, en contradiction avec les principes gé-

1. ANDRÉ WEISS. *Rôle, fonction et méthode du droit comparé dans le domaine du droit civil*, p. 7.

2. PLANIOL, t. II, 4^e éd., p. 283 et suiv., n^o 872 ; voyez aussi p. 597 et suiv.

néraux du droit, le législateur a été obligé cependant non seulement de les admettre, mais de découvrir un principe juridique sur lequel il a dû s'appuyer pour les justifier.

Un autre exemple nous est fourni par le Code civil allemand (1) : Pour donner satisfaction à l'opinion, qui présentait la lésion comme étant une cause de trouble pour le commerce et l'ordre social, le législateur l'a écartée en principe et ne l'a pas fait figurer dans le Code, mais comme la pratique a révéélé des cas où il fallait à tout prix admettre la rescision du contrat, le législateur a dérogé à ces règles prohibitives en admettant la lésion dans les cas, où la convention est contraire aux usages ou aux bonnes mœurs.

Pour terminer cette conclusion, il nous paraît intéressant de poser et d'essayer de résoudre la question suivante : Pourquoi la législation positive se plie-t-elle quelquefois devant les nécessités de la vie ? Nous ne pouvons mieux faire, pour répondre à cette question, que de citer deux passages empruntés à deux jurisconsultes, dont l'une représente la doctrine et l'autre la jurisprudence. Ce sont R. von Ihering et M. Ballot-Beaupré, le président de la Cour de cassation. Le grand jurisconsulte allemand,

1. RAYMOND SALEILLES. *De la déclaration de volonté*, p. 266 et suiv., voyez aussi p. 294-299.

en traitant de la mission du droit, s'exprime ainsi : « Le droit (1) non plus n'édicte pas partout les mêmes dispositions, il les adapte à l'état du peuple, à son degré de civilisation, aux besoins de l'époque. » Et M. Ballot-Beaupré (2), le représentant de la jurisprudence, exprime en ces termes une opinion analogue : « La justice est la raison commandant d'adapter libéralement, humainement, le texte aux réalités et aux exigences de la vie moderne. »

1. R. VON IHERING. *L'évolution du droit*, p. 289-290.

2. Discours prononcé par M. BALLOT-BEAUPRÉ, président de la Cour de cassation, cité par M. GEORGES DEREUX. *De l'interprétation des actes juridiques privés*, thèse, p. 17, note I.

Vu : le Président de la thèse .

ANDRÉ WEISS

Vu : Le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- AUBRY ET RAU. — Droit civil français.
- BALLOT-BEAUPRÉ. — Discours prononcé à l'occasion du centenaire du Code civil.
- BAUDRY-LACANTINERIE. — Précis de droit civil.
- BAUDRY-LACANTINERIE ET L. BARDE. — Traité théorique et pratique de droit civil. Des obligations.
Bulletin de la Société de psychologie physiologique, 1885, 36, 37.
- COURCELLE-SENEUIL. — Préparation à l'étude du droit.
- CUQ ÉDOUARD. — Les institutions juridiques des Romains.
- DALLOZ. — Jurisprudence générale.
— Répertoire de législation.
- DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE. — Cours analytique de Code civil.
- DEMOLOMBE. — Cours de Code civil.
- DEREUX. — De l'interprétation des actes juridiques privés.
Thèse.
- DOMAT. — Lois civiles dans leur ordre naturel.
- DU MOLIN. — Coutumes de la prévosté et vicomté de Paris.
- DRAGHICESCO. — Du rôle de l'individu dans le déterminisme social.
— Raportul Intre Drept Si Sociologie, Bucuresti.
— Metoda activă, democratică, In Sociologie, Bucuresti.

- DURANTON. — Cours de droit français.
- DURKHEIM. — Les règles de la méthode sociologique.
- ESMEIN. — Cours élémentaire d'histoire du droit français.
— Études sur les contrats dans le très ancien droit français.
- FENET. — Travaux préparatoires du Code civil.
- FOUILLÉE. — L'idée moderne du droit.
— La liberté et le déterminisme.
— L'histoire de la philosophie moderne.
- FURGOLE. — Traité des testaments.
- FUSTEL DE COULANGES. — La cité antique.
- GIRARD. — Manuel élémentaire de droit romain.
- GLASSON. — Précis élémentaire de l'histoire du droit français.
- GUMPLOVICZ. — Précis de sociologie.
- GUY COQUILLE. — Questiones et responses sur les coutumes de France.
- HUC. — Commentaire théorique et pratique du Code civil.
- IHERING. — L'esprit du droit romain.
— L'évolution du droit.
- JANNET PIERRE. — Histoire d'une idée fixe en névroses et idées fixes.
- Le Journal de l'association autrichienne médicale, 1887.
- LAMBERT. — La stipulation pour autrui. Thèse.
- LAROMBIÈRE. — Théorie et pratique des obligations.
- LAURENT. — Principes de droit civil français.
- LEFEBVRE. — L'histoire du droit matrimonial français.
- LETOURNEAU. — L'évolution juridique dans les diverses races humaines.
- LEYRET. — Les jugements du président Magnaud.
- LOCRE. — La législation civile, commerciale et criminelle de la France.
- LOISEL. — Institutes coutumières.
- MARCADÉ. — Explication du Code Napoléon.
- MERLIN. — Répertoire de Jurisprudence.
- PAULHAN. — La volonté.

- PLANIOL. — Droit civil.
- POTHIER. — Traité des obligations.
- RIBOT. — Les maladies de la volonté.
- SAGNAC. — La législation civile de la Révolution.
- SALEILLES. — De la déclaration de volonté.
- Essai d'une théorie générale de l'obligation, d'après le projet de Code civil allemand.
- SAVIGNY. — Traité du droit romain.
- SCHOPENHAUER. — Essai sur le libre arbitre.
- SIREY. — Recueil général des lois et des arrêts.
- SPENCER HERBERT. — La justice.
- SUMNER MAINE. — Études sur l'histoire des institutions primitives.
- TARDE. — Les lois sociales.
- Les transformations du droit.
- Le droit comparé et la sociologie, mémoire présenté au Congrès international de droit comparé en 1900.
- THOMAS. — La suggestion, son rôle dans l'éducation.
- TOULIER. — Droit civil français.
- VASILESCO (P.). — Fundamentul Legilor Juridice. Thèse Bucaresti.
- VIOLLET (Paul). — L'histoire du droit civil français.
- WAHL. — Traité théorique et pratique des titres au porteur français et étrangers.
- WEBER. — L'histoire de la philosophie européenne.
- WEISS (André). — Rôle, fonction et méthode du droit comparé dans le domaine du droit civil. Rapport présenté au Congrès international de droit comparé en 1900.
- WORMS (René). — De la volonté unilatérale considérée comme source d'obligation en droit romain et en droit français. Thèse.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction	7
GÉNÉRALITÉS. — La Volonté au point de vue philosophique.	
— <i>La volonté au point de vue sociologique. — La volonté au point de vue psychologique.</i>	
I). — La Volonté au point de vue philosophique. — <i>Système philosophique de Schopenhauer</i>	8
II). — La Volonté au point de vue sociologique.	
a). — <i>L'École sociologique positiviste.</i>	10
b). — <i>L'École sociologique individualiste</i>	12
c). — <i>Système de M. Draghicesco.</i>	12
d). — <i>Système de Herbert Spencer</i>	14
e). — <i>Système de M. Gumplovicz</i>	15
<i>Conclusion</i>	15
III). — La Volonté au point de vue psychologique.	
a). — <i>Les formes de l'activité: l'automatisme et la volonté.</i>	17
b). — <i>Des types particuliers de volonté: Le caprice et l'impulsion</i>	19
c). — <i>La Suggestion et l'Hypnotisme</i>	22

Première Partie

Les Vices du consentement chez les Romains. — Les vices du consentement dans l'ancien droit.

I). — Les Vices du consentement chez les Romains. —	
<i>Observation.</i>	27
a). — <i>L'erreur</i>	29
b). — <i>Metus</i>	31
c). — <i>Dol</i>	33
II). — Les Vices du consentement dans l'ancien droit.	34

Deuxième Partie

Les Vices du consentement dans le droit intermédiaire et sous le régime du Code civil.

I). — Les Vices du consentement dans le droit intermédiaire	41
II). — Les Vices du consentement sous l'empire du Code civil. — <i>Observation.</i> — <i>L'Erreur.</i> — <i>La Violence.</i> — <i>Le Dol.</i> — <i>La Lésion.</i> — Dispositions communes aux divers vices du consentement. — <i>Observation</i>	43
a). — <i>L'Erreur.</i> — <i>Observation.</i>	51
Définition de l'erreur.	52
L'Erreur qui rend le contrat inexistant	54
Erreurs qui rendent le contrat annulable	56
Erreur sur la personne	61
L'erreur de droit et de fait.	65
Erreurs qui ne sont pas considérées comme emportant vice du consentement	68
Erreur sur le motif du contrat.	69
b). — <i>La Violence.</i> — <i>Observation</i>	70

Définition de la violence	74
Caractères de la violence	76
Des cas où la violence est permise	81
La crainte révérentielle	84
Violence subie à l'occasion d'un péril fortuit.	86
Violence exercée par un tiers.	90
c). — <i>Du Dol.</i> — Observation	91
Définition du dol	95
Divisions du dol	96
Conditions nécessaires pour que le dol soit un vice	99
Le dol considéré au point de vue pénal et au point de vue civil	103
Le dol et la fraude	104
Le dol incident et le dol toléré	104
La preuve du dol	107
d). — <i>De la Lésion.</i> — Observation	108
Définition de la lésion	112
La lésion dans l'ancien droit	114
La lésion sous le régime du Code civil. . . .	116
e). — Dispositions communes aux divers vices du consentement	119
CONCLUSION	121

